

11<sup>e</sup> année Nouvelle série

**c.m.**  
revue mensuelle

N° 86 Septembre 1980

TABLE RONDE  
NOUVELLES  
TECHNIQUES,  
LUTTES  
NOUVELLES

Editorial

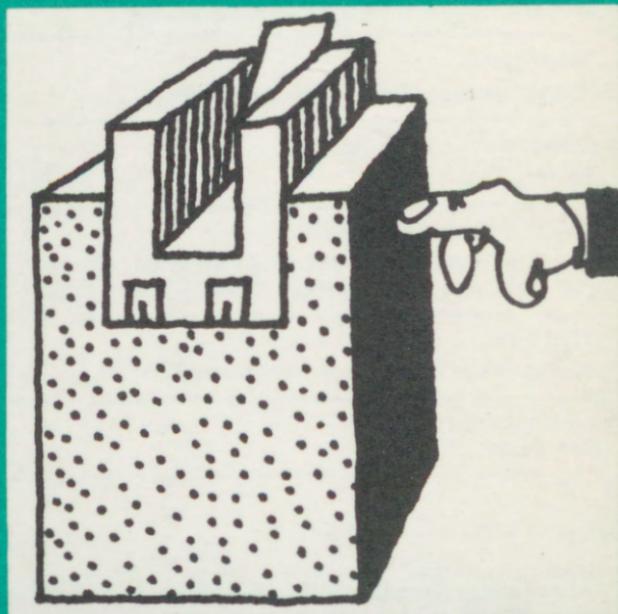
UN  
DÉTOURNEMENT  
DU SUFFRAGE  
UNIVERSEL

Dimensions d'une vie :

JULIEN LAHAUT

Christian Vandermotten

LE POIDS  
ÉLECTORAL  
DU P.C.B.



**cahiers  
marxistes**

DISQUE 4 — BRAIP — SOMMAIRE CM SEPT —

Sommaire

---

Editorial

**Un détournement du suffrage universel** p. 1

---

Table ronde

**Nouvelles techniques, luttes nouvelles** p. 6

---

Dimensions d'une vie :

**Julien Lahaut** p. 20

---

Christian Vandermotten

**Le poids électoral du P.C.B. et de la gauche en Wallonie et à Bruxelles. Socio-géographie électorale (1946-1979)** p. 26

---

Document

**Dialogue sur le désarmement nucléaire** p. 41

---

A livres ouverts

En revues p. 48

---

Dessins de Marcelle Lavachery

**Comité de patronage :**

Edmond Dubrunfaut, Robert Dussart, René Noël, Willy Peers, Roger Somville, Jean Terfve •

**Comité de rédaction :**

Jacques Aron, Jean Blume, Francis Chenot, Claudine Cyprès, Augustin Duchateau, Pierre Ergo, Serge Govaert, Jean-Jacques Heirwegh, Pierre Joye, Rosine Lewin, Jacques Moins, Jacques Nagels, Christine Renard, Claude Renard, Christian Vandermotten, Jean-Paul Vankeerberghen, Benoît Verhaegen.

**Rédacteur en chef :** Rosine Lewin

**Secrétaire de rédaction :** Pierre Ergo

Edité sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotte

# Un détournement du suffrage universel

Les vacances ne sont plus ce qu'elles étaient. Pratiquement, il n'y aura pas eu cet été de vacances politiques en Belgique. Le Parlement et le gouvernement ont fonctionné jusqu'au 10 août et 24 heures après la mise en congé des ministres, les décisions qu'ils venaient de rendre publiques ont provoqué un geysier de protestations — suivies de grèves et de manifestations. L'« automne chaud » aura commencé avant terme...

Et pourtant, le Premier ministre pouvait se targuer d'avoir fait adopter de la manière la plus parallèle qui soit une réforme institutionnelle et une loi budgétaire. Et pourtant, sa coalition de six partis repose sur une majorité plus que confortable, totalisant quelque 80 % des électeurs...

Mais au lieu du vaste consensus qu'évoque pareil chiffre, c'est à une montée d'oppositions diverses qu'on assiste, et avant tout à une opposition des forces syndicales qui ont retrouvé leur front commun. L'arithmétique par laquelle on mesure traditionnellement les assises d'une majorité, cette arithmétique n'est pas fiable : il y a rupture entre élus et électeurs, détournement du suffrage universel. Sans doute n'est-ce pas nouveau. Il nous semble que l'approfondissement de la crise aggrave la rupture et le détournement. Tout se passe comme si la crise — crise du système capitaliste — débilite la gauche et rendait la droite la plus offensive.

Entre le 18 mai, date de la formation du gouvernement Martens III, et le 10 août, date de son premier bilan, le centre de gravité politique n'a cessé de glisser vers la droite.

Certes, on savait au départ que les néo-libéraux avaient les dents

longues et le verbe haut. Quand de surcroît, après six semaines, un ex-banquier archéo-libéral tel Robert Henrion est remplacé aux Finances par Paul Hatry, homme du lobby pétrolier, l'impact du patronat de choc sur l'équipe au pouvoir devient plus direct.

Les communistes font parfois sourire quand ils se servent de la formule « la droite et le grand capital ». Elle peut avoir l'air creuse, cette formule — et alors on a raison de sourire. Avec l'entrée des Hatry, Poswick, De Croo au gouvernement, elle devient valable. D'autant plus que le CEPIC s'est renforcé au détriment de la Démocratie-chrétienne.

Qu'ils soient lancés au Premier ministre ou à l'administrateur général de la RTBF, les ultimatums de M. Gol sont toujours reçus avec déférence. Les menaces qu'aime à proférer le PRLW à propos de la liaison des salaires à l'index, de la sécurité sociale ou encore contre le service public de la radio-télévision, ses proclamations sur le caractère formel de la concertation sociale — on les retrouve parmi les priorités que se définit le grand patronat, par exemple celui des fabrications métalliques ou de l'industrie chimique. La brochure éditée en mai 1980 par la Fédération des industries chimiques de Belgique est édifiante à cet égard. D'un bout à l'autre, le langage se veut viril, réaliste, sérieux et de bon sens. « Il est urgent d'oublier slogans et châteaux de cartes ». — « Il est urgent de rappeler des vérités élémentaires ».

Slogans rejetés comme irréalistes : la réduction du temps de travail comme un des moyens de combattre le chômage — La nécessité de sauvegarder la sécurité sociale.

Vérités élémentaires : il faut supprimer les obstacles à la rentabilité des entreprises — il faut lever plusieurs contraintes sociales et syndicales, mieux rémunérer le capital à risque, revoir le régime d'impôts des personnes physiques, etc.

Plus précisément, la FIC professe que la concertation entre partenaires sociaux est faussée parce que les « syndicats disposent d'armes disproportionnées », des armes qui écrasent même les travailleurs qu'ils prétendent représenter. Dès lors (et pour le bien de ces travailleurs) il faut légiférer contre les grèves intempestives, améliorer le climat social en limitant les privilèges accordés aux membres des conseils d'entreprise et en rétablissant l'impartialité dans la présentation de l'information radio-télévisée. Pour « restaurer l'équité et la rentabilité », la FIC réclame la suppression de la taxe de 5 % sur les investissements et le rétablissement de la liberté des prix. Pour le surplus, « le jeu de l'indexation des rémunérations et la méthode de calcul de l'index doivent être revus ». Et toujours par souci d'équité et de rentabilité, la fédération dénonce « les abus » de la législation sociale, laquelle « enserme l'entreprise dans un maquis législatif qui conduit à l'immobilisme ». Evoquant le cas d'entreprises moyennes ou modestes, la FIC revendique pour les grandes « un assouplissement » de la législation sociale. En clair, cela débouche sur l'idée qu'il faut étudier des formules de privatisation de certains secteurs de la sécurité sociale. La même logique exige, et la FIC y cède volontiers, que l'Etat favorise le développement des entreprises dynamiques, plutôt que d'aider les « canards boiteux ».

Répétons-le, ces exigences ne sont pas le propre de la FIC, encore qu'il faille rendre hommage à la clarté de sa brochure. On les retrouve dans le programme de la Fédération des entreprises de Belgique ainsi que dans le Vlaams Economisch Verbond. Elles sont relayées au niveau gouvernemental par les Desmarets et Mainil, les Hatry, Poswick et De Croo — sans oublier l'efficacité plus discrète des Jos Chabert, Mark Eyskens, Gaston Geens. Et certaines de ces exigences ont déjà fait un solide bout de chemin : taxe sur les investissements supprimée, fiscalité indirecte fort aggravée, brèches testées dans la liaison salaires-index, concertation sociale court-circuitée, chasse accrue aux « abus » des chômeurs, charges plus lourdes pour les assurés en cas de maladie ou invalidité.

Tout cela constitue, qu'on le veuille ou non, une politique de régression sociale.

La question inéluctable est dès lors : et les socialistes, que font-ils dans ce gouvernement ?

Ils y sont « pour éviter le pire », « pour éviter le vide », ont-ils répondu d'avance au morose congrès de l'Ascension, où ils décidèrent (« la mort dans l'âme ») d'apporter leur concours à l'œuvre salvatrice du gouvernement Martens III.

Ce « pire » qu'ils voulaient éviter, ils en sont aujourd'hui les coauteurs. Malgré les avertissements du mouvement ouvrier.

Car depuis le 18 mai, congrès syndicaux et actions ouvrières ont signifié aux ministres socialistes que l'ère des harmonies était révolue. Congrès de l'interrégionale wallonne de la FGTB le 21 mai, congrès de la CGSP le 28 mai, grève du front commun des enseignants le 4 juin, congrès extraordinaire de la FGTB le 3 juin, assemblée commune des militants CSC/FGTB le 1<sup>er</sup> juillet n'ont pas ménagé critiques et avertissement. Ces réactions sont devenues plus vigoureuses — et plus sévères — en août, quand le Premier ministre a annoncé que tous les agents des services publics verraient leurs rétributions réduites de 2 % en 1981.

Le décrochage entre les organisations syndicales traditionnellement liées à l'Action commune socialiste et les ministres du PS ou du SP est de plus en plus net. La domestication du Parlement par le gouvernement a sans doute masqué des conflits de conscience parfois déchirants. Mais si la discipline de groupe a joué, le vote de projets sévèrement critiqués par la FGTB par des mandataires fidèles à la FGTB laisse chez certains plus que de l'amertume. On actera des manifestations d'indépendance dans la fédération de Charleroi (qui s'était prononcée contre la participation ministérielle), des analyses lucides des Jong Socialisten, mais il faut bien reconnaître qu'au niveau du gouvernement, c'est l'aplatissement, c'est le refus de faire pour le mouvement ouvrier ce que les libéraux font pour la bourgeoisie : relayer les exigences essentielles. On serait même tenté de dire que dans le chef de Willy Claes, vice-premier et ministre des Affaires économiques, il y a plus que le refus de relayer les revendications ouvrières : l'homme s'est intégré dans la logique capitaliste et la défend avec zèle. Selon les

moments et les dossiers, ce zèle est partagé par un Spitaels, un Mathot, un Dehousse, sans oublier le citoyen Deworme.

Et pourtant, tant en matière de réforme institutionnelle que de choix budgétaire, il était possible en prenant appui sur les positions et actions des travailleurs, de se battre efficacement.

La « régionalisation » adoptée au terme d'un exercice parlementaire mené à la cravache est une réforme piégée. Le seul fait de gommer Bruxelles comme région, disqualifie d'office le projet. Celui-ci se caractérise de surcroît par une prépondérance systématique de la dimension communautaire sur la dimension régionale, par la parcimonie des compétences et des moyens financiers octroyés aux régions. Si bien que le principe enfin admis de l'élection directe des assemblées régionales — principe démocratique important — ne compense pas les « oublis » et les carences criantes du projet.

La loi budgétaire prolonge et aggrave les options de la loi-programme de 1979 : compressions des dépenses de l'Etat, même dans les départements pourvoyeurs d'emplois ; glissement de la fiscalité directe vers les taxes indirectes, les plus injustes de toutes ; coupes sombres dans les investissements publics et dans la sécurité sociale... Cette supraustérité débouche bien entendu sur des atteintes au niveau de vie et sur une aggravation du chômage. Or, il est possible de concevoir et d'appliquer un tout autre plan d'assainissement des finances publiques, par exemple de traquer plus efficacement la grande fraude fiscale, de taxer les grosses fortunes, de combattre l'évasion des capitaux, enfin de subordonner toute aide publique aux entreprises privées à des engagements précis en matière d'emploi.

On notera que les restrictions budgétaires imposées à tous les départements ont été « amodiées » pour les dépenses militaires, le ministre Poswick et un quarteron de généraux ayant donné de la voix. Ce statut privilégié accordé au budget militaire est un signe à prendre très au sérieux : le signe des hésitations permanentes dont fait preuve Charles-Ferdinand Nothomb, promu ministre des Affaires étrangères, à propos du dossier des euromissiles. Très sensible aux pressions atlantiques, M. Nothomb a tenté à plusieurs reprises de contourner le débat parlementaire promis sur notre politique étrangère et militaire, donc aussi sur le déploiement ou non des missiles sur le sol belge. C'est malgré lui que le débat a été fixé à la rentrée.

Détournement du suffrage universel, avons-nous dit.

Des électeurs ont voté pour un programme de lutte contre la crise, de relance de l'emploi, de défense des acquis sociaux. Ce programme a été sacrifié par le PS aux impératifs de la participation gouvernementale. Nous pensons qu'il est possible pour les électeurs de « rattraper » leurs élus. Ecrire, téléphoner, rendre visite aux parlementaires, chez eux ou au parlement, pour les rappeler à leurs engagements : ce sont des méthodes courtoises et hautement démocratiques. Elles seront efficaces si est dépassé le stade de l'initiative individuelle. Il n'est pas facile pour un mandataire de se dérober quand il est placé devant un groupe de citoyens qui lui demandent de se définir clairement face aux posi-

tions de la FGTB. Ce type de pression ne peut pas être considéré comme une menace, mais comme un acte salutaire de clarification politique.

Il va de soi qu'il s'applique aussi bien aux mandataires démochrétiens enlisés dans l'aventure gouvernementale et qui cautionnent une politique critiquée par le MOC ou la CSC. Et le problème ne se pose pas en termes différents pour les mandataires du CVP qui affirment leurs liens avec le MOC flamand.

Bref, l'opinion de gauche sent confusément que la fameuse majorité de 80 % dont disposerait Martens III est une mystification. Il reste à le démontrer. En plaçant chaque élu devant ses responsabilités. En donnant à chaque bataille sociale le prolongement politique sans lequel elle risque d'être vaine. En transformant le rapport des forces politiques au sein du gouvernement, du parlement, dans le pays.



# Nouvelles techniques, luttres nouvelles

Electronique, informatique : et nous et nous et nous ? Nous, c'est-à-dire les travailleurs, c'est-à-dire les forces de gauche. Il s'agit pour celles-ci de prendre la mesure d'une révolution technologique dont les répercussions multiples ne font que commencer à être perceptibles. Il y a un an, les C.M. publiaient un article de Pierre Beauvois intitulé : « Informatique et politique » (\*). Ils présentent aujourd'hui le compte-rendu de l'échange de vues auquel ils ont notamment invité des militants syndicaux du SETCa, le 10 juin dernier. Etaient autour de la table Pierre Beauvois, conseiller communal et provincial du PCB, enseignant ; Christian Bernard, militant syndical des grands magasins ; Paul Brondeel, militant syndical à Sarma ; Dominique Driessens, informaticienne à Sarma ; Pierre Ergo, du comité de rédaction des C.M. ; Albert Faust, secrétaire du SETCa secteurs Commerce et Presse ; René Hendrickx, militant syndical à Colruyt ; Paul Marcus, militant syndical à GB-Inno-BM, informaticien ; Christian Talboom, militant syndical à la Société Générale de Banque.

Il va de soi qu'en quelques pages, on ne pouvait prétendre circonscrire une matière aussi vaste et touffue. L'entretien était centré sur les effets à plus ou moins court terme des techniques informatiques, et sur l'action nécessaire. Bien des questions qui surgissent n'ont été qu'effleurées, d'autres sont restées informulées. La discussion n'en est que moins close. L'informatique fera d'ailleurs l'objet d'un débat public dans le cadre de la fête du « Drapeau rouge », le 21 septembre. On lira d'autre part dans un prochain numéro, la contribution d'un ingénieur en informatique qui s'attachera au domaine complexe des « systèmes d'information » — dans lesquels les nouvelles techniques interviennent massivement — avec leurs implications dans la vie sociale et politique.

(\*) C.M. n° 76, septembre 1979.

**Albert FAUST** — Je dirai tout d'abord que dans le cadre de cette discussion, il n'est pas nécessaire de se répandre en chiffres sur les répercussions des nouvelles techniques en matière d'emploi : plus un jour ne se passe sans qu'il y ait dans les media une information à ce sujet. Le problème est surtout d'interpréter les faits.

**Paul MARCUS** — Il faut voir aussi que les grands secteurs ne sont pas seuls concernés. Du fait de la chute des prix dans la micro-informatique, celle-ci aura aussi des effets sur les P.M.E.

**Pierre BEAUVOIS** — En fait, si l'on parle d'informatique, il faut relier ce thème à l'ensemble de l'évolution technico-scientifique actuelle. Outre la micro-électronique, il y a toute une série de découvertes importantes qui se font dans le domaine des télécommunications (avec notamment les câbles optiques qui influenceront l'informatique elle-même), de la microbiologie (avec la génétique et l'étude de la cellule qui auront des effets déterminants en médecine, dans l'alimentation, voire même dans l'énergétique), de la physique de l'atome dont le nucléaire est l'une des retombées, de la physique du cristal qui va avoir des répercussions importantes, notamment dans le domaine des semi-conducteurs. Une caractéristique de tout ce processus est qu'entre le moment où une technologie est conçue et celui où elle est appliquée dans la production, dans les différents secteurs d'activité humaine, l'intervalle de temps se rétrécit sans cesse. Le problème qui nous intéresse est de savoir comment le mouvement ouvrier sera capable de suivre le rythme que le capitalisme impose et de faire valoir ses propres orientations.

**Christian BERNARD** — Je voudrais surtout voir éclairer ici la perspective des « luttes nouvelles ». Parce qu'au rythme auquel les nouvelles techniques s'installent, et vu le contexte économique, on voit mal quels secteurs existants vont absorber à court terme les travailleurs éliminés dans d'autres. On voit mal aussi quel nouveau secteur pourrait se créer, après le secondaire et le tertiaire. On se trouve devant une situation nouvelle, et au niveau syndical on n'y voit pas très clair...

**Albert FAUST** — J'aime bien ce titre : « Nouvelles techniques, luttes nouvelles ». Le problème, c'est qu'il y a nouvelles techniques et vieilles structures du mouvement ouvrier. Je vais d'emblée dire des choses un peu désagréables. Je ne suis qu'un permanent syndical parmi d'autres. Je ne vois peut-être pas les choses avec assez de recul. Mais j'ai l'impression que le mouvement ouvrier dans son ensemble ne prend pas vraiment en compte, jusqu'à présent, les problèmes soulevés par la révolution technologique. Je le constate à travers des textes de congrès, tant syndicaux que politiques, — en mettant à part une déclaration de la CSC qui lors de son dernier congrès national a évoqué, d'une manière sans doute insuffisante mais assez sérieuse, le problème des nouvelles techniques, avec une série de considérations non seulement sur la question de l'emploi, mais sur la signification du travail lui-même, la nécessité de dépasser une certaine optique trop étroitement productiviste. Côté FGTB, il y aura probablement en automne un congrès du SETCa sur les nouvelles techniques : je dirai que c'est la moindre des choses pour une organisation d'employés, de techniciens et de cadres

qui vont recevoir ces problèmes « en pleine poire »... Les nouvelles techniques, ça va vite, ça s'installe tous les jours, ça procède par grignotage comme les termites, et puis tout-à-coup quelque chose s'écroule. Les gens ne le réalisent pas assez. Bien entendu, il restera toujours le loisir, dans quelques mois, d'organiser de ces processions de la gauche qui sont le plus souvent défensives : on a reçu une gifle, on trouve que ce n'est vraiment pas gentil et on ne veut pas en recevoir une deuxième. On la reçoit souvent quand même. C'est une réflexion strictement personnelle, mais j'ai le sentiment que malgré l'information qui se diffuse, la gauche syndicale et politique belge a encore tendance, en gros, à considérer les techniques nouvelles comme un gadget pour une petite élite de militants ; un peu comme de la science-fiction. Or ce n'est pas pour l'an 2000 ni pour dans 10 ans, c'est maintenant que ça se passe. Et ce retard m'inquiète.

**Christian TALBOOM** — Il est dommage qu'aucun militant du grand secteur industriel de l'informatique — IBM ou autre — ne soit présent ici. Je ne m'y connais pas en informatique et je ne sais rien des luttes syndicales dans ce secteur. Quand un conducteur de locomotive n'est pas d'accord, il arrête sa locomotive. Les informaticiens n'en sont pas encore à exercer une poussée de la base sur les appareils syndicaux. Or ce qui peut faire bouger les choses, ce sont les gens qui ont en mains leur matériel et s'y connaissent. Des gens qui mettent le feu aux poudres. Lors d'une conférence-débat du SETCa, on a tous été surpris d'entendre un informaticien exposer très simplement, avec humour, sa conception des choses. Il n'était délégué syndical que depuis quelques mois, ignorant tout des structures, mais tout le monde l'a écouté...

**Dominique DRIESENS** — Je crois qu'on a fait des informaticiens une caste parmi les travailleurs, notamment en les privilégiant quant aux conditions de travail, aux salaires, etc. L'informatique c'est leur affaire et ils ont l'impression qu'en développant le secteur, c'est pour eux qu'on crée des emplois. En quoi ils se trompent souvent sans doute, mais je ne sais pas s'il faut vraiment attendre d'eux qu'ils prennent l'initiative.

**Christian TALBOOM** — Je ne dis pas qu'il faut attendre, mais il faut les inciter à bouger. C'est essentiel...

**Paul MARCUS** — Quand on discute avec les grosses équipes d'informatique, on s'aperçoit que ce sont des gens qui possèdent un savoir que presque personne ne contrôle. Les employés, la délégation syndicale voire même la direction ne savent pas très bien ce qui se passe dans le service informatique. Or on assiste pour le moment à un raidissement de certains informaticiens dans les grandes entreprises, face à l'expansion de la micro-informatique, parce qu'ils craignent que leur savoir se répande de telle sorte que chacun puisse exercer un contrôle au niveau de son service. C'est le problème du pouvoir des technocrates dans l'entreprise et dans la société.

**René HENDRICKX** — Pour en revenir à ce qu'Albert Faust disait, si en général le mouvement ouvrier réagit en retard — que ce soit en sidérurgie avec la coulée continue, dans la construction mécanique avec l'automation, ou aujourd'hui dans l'informatique — c'est d'abord parce

que le danger n'apparaît pas tout de suite évident et concret aux travailleurs. L'arrivée d'une machine est perçue plutôt comme un allègement du travail que comme une rationalisation de main-d'œuvre. Ensuite, c'est par manque de perspectives politiques crédibles, à moyen terme.

**Pierre BEAUVOIS** — Mais pour que les travailleurs perçoivent concrètement un problème, et dès lors se mettent à y réfléchir, il faut d'abord que ce problème se manifeste dans la production, dans la vie sociale. Il y a déjà au départ un décalage. Cette situation a une dimension historique : le mouvement ouvrier a toujours été coupé de la recherche et de son encadrement, bref de tout le secteur, mettons une ficelle autour et disons « intellectuel », qui est associé au travail technico-scientifique. Les informations qui circulent dans les laboratoires privés, les départements de recherche, les universités, passent difficilement dans les media qui touchent les travailleurs. Il faut s'attaquer à ce cloisonnement, permettre une meilleure information par une liaison plus profonde entre catégories sociales. Le développement de la crise qui frappe des couches sociales de plus en plus larges, rend du reste objectivement possible que des intellectuels, des chercheurs, des techniciens, jouent en ce sens un rôle indispensable. D'autant plus, en ce qui concerne l'informatique, que celle-ci va toucher tous les secteurs, pas seulement le tertiaire. Prenons la robotisation dans l'industrie automobile. Prenons l'industrie chimique où on en est à l'automatisation au deuxième degré : au premier stade on suivait des données de production sur un cadran. Ceci permettait de contrôler une division technique avec deux gars ; on va remplacer ces derniers par des micro-processeurs...

Dans un autre domaine, celui du partage du marché mondial, on note que les monopoles capitalistes doivent tabler sur une stagnation voire une régression de la part qu'ils contrôlent de ce marché. Le développement des économies socialistes, l'aide technique et scientifique fournie par les pays du Comecom aux pays sortis du colonialisme et du néo-colonialisme, le fait que certains de ces derniers seront de plus en plus en mesure d'assumer une part croissante de leurs besoins propres et enfin, les conséquences directes de la politique d'austérité imposée aux populations d'Europe occidentale sont autant de motifs de stagnation des « marchés ouverts » au monde capitaliste.

La recherche d'un taux de profit maximum ne peut plus venir d'une extension des marchés mais est à trouver à l'intérieur du marché existant. Comme l'essentiel des détenteurs en matières premières s'attachent à valoriser leurs richesses naturelles, il reste aux monopoles deux axes stratégiques. D'une part, accentuer la course à l'augmentation de la productivité ; d'autre part prendre le contrôle des nouvelles technologies de pointe. L'informatique et la micro-électronique apparaissent comme les moyens les plus efficaces et les plus souples pour majorer dans la plupart des secteurs d'activité la productivité. La course aux brevets scientifiques est brillamment illustrée par les compagnies pétrolières comme par certains monopoles de l'armement qui recyclent les superprofits dans des programmes de recherche à résonances énergétiques, pharmaceutiques, etc... Cette croissance de la productivité doit être prise en compte par le mouvement ouvrier de

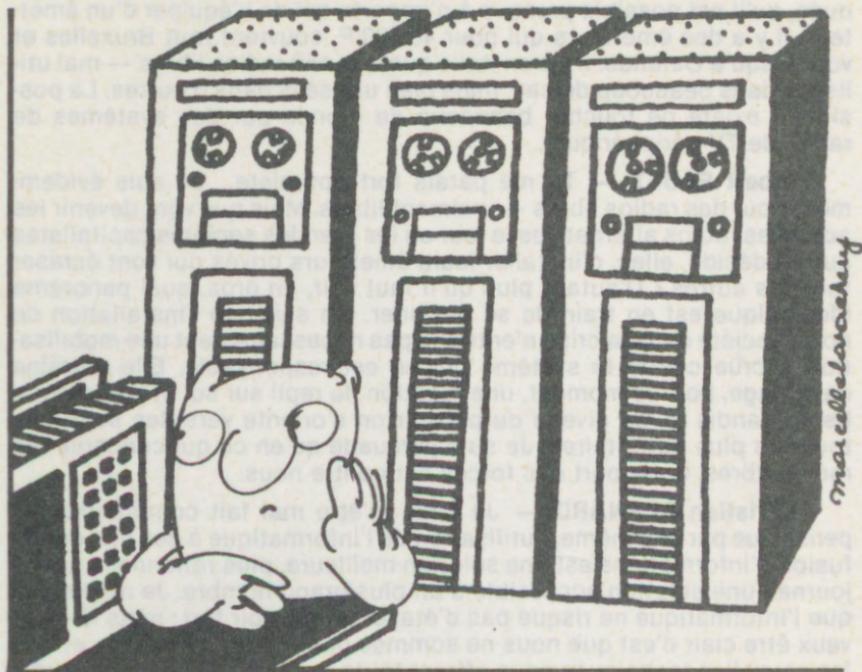
façon telle qu'elle serve les besoins et les aspirations de l'homme et non la voracité du grand capital. Cette bataille fondamentale est à mon sens celle des vingt ou trente prochaines années.

**Christian BERNARD** — On a relevé que dans un premier temps, les nouvelles techniques sont généralement plutôt bien accueillies par les travailleurs. C'est dû au fait qu'elles commencent par simplifier le travail là où il est le plus pénible. On connaît dans les grands magasins l'exemple des caisses à lecture optique : celles-ci vont remplacer les caissières qui, huit heures par jour, pointaient des prix. Dans le service où je suis, la répartition des marchandises était une tâche fastidieuse : c'est fait maintenant par ordinateur et c'est très bien reçu. Je pense aussi à Fiat où des robots peignent automatiquement des voitures. Une difficulté du développement de la stratégie ouvrière, c'est que s'il faut informer des dangers, on ne peut faire abstraction des avantages des nouvelles techniques. Je pense qu'elles sont en général un véritable bienfait et que c'est uniquement dans leur utilisation capitaliste qu'elles font problème. C'est sur ce point que l'information doit se focaliser. Il est important de montrer que la vie pourrait être merveilleuse si les techniques nouvelles étaient utilisées dans l'optique du bien-être humain.

**Paul BRONDEEL** — Le patronat a très bien compris que les travailleurs aspirent à être déchargés de certaines tâches et il présente les nouvelles techniques comme une humanisation du travail ; cela revient comme un leit-motiv. Et il faudra que les travailleurs soient licenciés ou menacés de l'être pour se rendre compte de ce qui, en fait, aura été le but du patronat.

**Paul MARCUS** — D'autant plus que par le biais de cette « humanisation », ce dernier peut décrocher des subventions légales. Mais je voudrais soulever un autre problème. Christian Bernard et moi avons visité une foire de l'informatique. On a vu un tour contrôlé par un microprocesseur, on a vu des tables à tracer des plans par un système informatique. On s'est dit : c'est merveilleux, mais d'un autre côté, on se demande comment, dans notre société telle qu'elle est, les gens vont organiser leurs loisirs si, comme on peut l'imaginer, le temps de travail se réduit considérablement...

**Albert FAUST** — Je ne crois pas du tout que les nouvelles techniques vont humaniser le travail et les relations humaines — dans le cadre du capitalisme bien entendu. Je crois au contraire que s'il n'y a pas de ressaisissement du mouvement ouvrier, on va vers une reconversion et une consolidation du capitalisme pour cent ans, et vers une société rigoureusement sinistre. Il ne faut pas s'appeler Jules Verne pour se l'imaginer. Reprenons l'exemple de la caissière : elle ne va plus enregistrer des prix, elle va seulement voir défiler des objets. Ce n'est pas plus épanouissant, d'autant qu'on ne va pas lui confier d'autres fonctions ; elle va simplement contrôler. Je parle des caissières qui resteront, bien sûr. D'autre part, du point de vue de l'ensemble de la société, lorsque tout sera automatisé, on va créer de nouvelles servitudes comme par exemple la carte badgée, magnétisée, par laquelle il faudra passer pour faire n'importe quoi. Qui seront ceux qui délivreront cette carte, quel pouvoir auront-ils ? Dans le domaine de l'information,



on va vers un système de télématique, où on peut imaginer que chacun recevra l'actualité sur l'écran d'un mini-ordinateur. Or que voit-on déjà avec la presse écrite — je parle de la grande masse des gens ? On lit les flashes d'information. On veut connaître les gros titres, les événements à sensation, avec quelques détails bien saillants. Le grand public populaire lit des journaux archi-réactionnaires comme « La Meuse » ou « La Lanterne ». Celui qui détiendra le pouvoir en matière de télématique aura un pouvoir de bourrage de crâne encore plus considérable. Il restera bien sûr une presse écrite — surtout la presse ultra-spécialisée — et notamment la presse démocratique, mais à quel prix, au train où vont les coûts ? Je vois mal la masse des travailleurs et des chômeurs lire dans ces conditions des journaux de gauche qu'on s'arrache déjà peu.

Sur un autre plan, on voit déjà se dessiner une tendance à renvoyer les gens chez eux, à faire faire un maximum de travail à domicile. Et les moyens de contrôle techniques supprimeront les problèmes d'encadrement. Dans ce contexte, c'en sera fini de la vie collective et particulièrement de la vie syndicale pour un grand nombre de travailleurs. Ce sera une société hyper-individualisée et sinistre.

**Christian BERNARD** — Je partage en grande partie ton point de vue, mais pas à propos de la presse pour laquelle on peut imaginer une autre évolution. Songeons à ce qui se passe dans le domaine de la radio : la technique a été à ce point améliorée, les prix à ce point dimi-

nués, qu'il est possible presque à n'importe qui de s'équiper d'un émetteur. Il y a des émetteurs qui pour 40.000 F, couvrent tout Bruxelles et vont jusqu'à Ostende. Il y a en Italie quelque 150 radios libres — mal utilisées dans beaucoup de cas, mais bien utilisées dans d'autres. La possibilité existe de toucher beaucoup de monde par des systèmes de radio, de TV périphérique...

**Albert FAUST** — Tu me parais fort optimiste... Je suis évidemment pour des radios libres — vraiment libres. Mais que vont devenir les actuelles radios alternatives le jour où les grandes sociétés capitalistes auront décidé, elles, d'installer leurs émetteurs privés qui vont écraser tous les autres? D'autant plus qu'il faut voir, en gros, quel panorama idéologique est en train de se dessiner. On sait que l'installation de notre société dans la crise n'entraîne pas nécessairement une mobilisation accrue contre le système qui en est responsable. Elle entraîne davantage, pour le moment, une réaction de repli sur soi et de corporatisme, tandis qu'au niveau du pouvoir on s'oriente vers des solutions toujours plus autoritaires. Je suis persuadé qu'en ce qui concerne les radios libres, le rapport des forces est contre nous.

**Christian BERNARD** — Je crois m'être mal fait comprendre. Je pense que par elle-même, l'utilisation de l'informatique à des fins de diffusion d'informations est une solution meilleure, plus rationnelle que le journal, une solution accessible à un plus grand nombre. Je ne dis pas que l'informatique ne risque pas d'étayer un pouvoir fort; mais là où je veux être clair c'est que nous ne sommes pas du tout désarmés et que les nouvelles techniques nous offrent toute une gamme de possibilités. Différents scénarios sont possibles.

**Paul MARCUS** — D'accord pour dire que les nouvelles techniques peuvent servir aussi le mouvement ouvrier, pour organiser ses luttes de manière plus efficiente. Mais je crois que Christian se trompe à propos des radios libres, quand on voit comment réagit la masse des gens. Que regarde la masse des gens depuis qu'il y a RTL en Belgique? RTL. D'autre part, le groupe financier Hachette a acquis le monopole de la reproduction de toutes les émissions de TV des chaînes françaises. Quand le système vidéo se sera développé, Hachette vendra les émissions qu'il voudra.

**Albert FAUST** — Cette discussion pourrait nous mener loin mais je ne crois pas que l'informatique en tant que telle favorisera nécessairement des libertés supplémentaires. Ce peut être une arme encore plus redoutable pour le capitalisme.

**Pierre ERGO** — Il n'en est que plus indispensable de tenter d'utiliser dans toute la mesure du possible les nouvelles techniques comme outil pour la démocratie. Mais ce n'est évidemment pas la technique seule qui permettra de contrer le capitalisme. L'instance déterminante sera politique — en donnant à ce dernier mot son sens le plus riche, ses dimensions diverses. Je ne sais pas si nous allons vers une reconduction du capitalisme pour cent ans comme tu le disais, mais ce qui me semble certain, c'est que la vieille question du pouvoir se pose aujourd'hui en termes plus complexes. L'informatique y contribue. Il s'agit d'intégrer celle-ci dans une certaine conception de la lutte idéolo-

gique à tous les niveaux, dans l'élaboration progressive de modèles nouveaux, alternatifs à ceux qu'impose le capitalisme, sur les plans tant économique et écologique que socio-culturel.

**René HENDRICKX** — Pour en revenir au problème de la productivité : les patrons de Colruyt nous submergent de statistiques selon lesquelles les magasins GB ont un taux d'augmentation de la productivité plus important. Ça paraît évident aux travailleurs qui sont sensibles à ce genre d'arguments, et nous n'avons pas les moyens de réagir correctement. On a d'autre part évoqué le travail à domicile ; mais il y a un danger tout à fait immédiat, c'est la dissémination des travailleurs dans une multitude de tout petits groupes, dans des points de vente où on n'est plus que deux ou trois, avec une majorité de mi-temps. A cela s'ajoutent des classifications de fonctions aberrantes. Et ça rend le combat syndical beaucoup plus difficile...

**Pierre BEAUVOIS** — Dissémination des travailleurs, concentration du pouvoir de décision, sont des faits étroitement liés au développement de l'informatique. Mais il faut aussi voir l'aspect fiscal du problème. Je crois que là, l'informatique va encore aggraver la situation et que le contrôle fiscal de l'Etat s'exercera encore plus difficilement sur des sociétés multinationales qui tableront sur des législations différentes et utiliseront des comptabilités codées. Il y aura des initiatives à prendre pour instaurer une législation fiscale autre, j'y reviendrai. Mais d'abord — puisque tout s'entrecroise dans cette discussion — un mot sur l'humanisation ou non du travail. Les dangers évoqués par Albert sont réels dans le cadre du capitalisme. Mais c'est vrai aussi que les nouvelles techniques permettent de supprimer beaucoup de boulots idiots qui forcément n'intéressent pas les gens ; je ne serais donc pas d'accord de considérer a priori l'essor de l'informatique comme néfaste. Remarquons que ce n'est pas la première fois que des fonctions rebutantes sont éliminées : cela s'est fait, quoiqu'à un rythme moindre, tout au long du développement des techniques et, jusqu'à présent, on a malgré cela pu grosso modo maintenir l'emploi.

Je ne suis pas sûr non plus que les gens acceptent si facilement l'isolement social, au boulot ou à la maison. Il doit exister des études sociologiques à ce sujet, mais j'ai le sentiment que nous sommes à cet égard dans le creux d'une vague. Il me semble par exemple que le phénomène de la TV, après s'être déployé, connaît maintenant une certaine saturation, en tant que moyen de satisfaire les gens. J'assiste dans ma région à un essaimage de cercles sportifs et autres groupements culturels, surtout chez les jeunes ; il y a une recherche de nouvelles formes de communication dans toute une série de domaines. Il semblerait que la classe ouvrière et des couches sociales beaucoup plus larges essayent de se recréer des structures de contact de manière à préserver le caractère humain de la vie. Je crois qu'il faut tabler sur ce besoin des gens pour essayer d'aller plus loin.

En matière de productivité, j'aimerais que nos camarades syndicalistes développent un peu leur idée de maintenir l'emploi dans le secteur tertiaire par une diversification des activités, car concrètement je ne vois pas très bien dans quel sens on peut aller. Mais il y a une autre

idée, que nous avons proposée : celle d'indexer la durée du travail à l'évolution de la productivité. Des camarades nous ont dit : comment va-t-on évaluer la productivité ? Va-t-on établir une règle générale, c'est-à-dire qu'il y aura un indice de productivité unique pour l'ensemble des secteurs, ou bien des règles sectorielles ? Ce n'est peut-être pas une question à trancher tout de suite, mais ce qu'il faut surtout voir dans cette proposition qu'il reste à affiner, c'est que toute avancée technologique permettant l'augmentation de la productivité est de plus en plus financée par le secteur public et la collectivité, de diverses manières. Pour donner un exemple concret, à la faculté polytechnique de Mons, on fait des recherches sur les câbles optiques en collaboration avec les câbleries de Dour, entreprise privée. Celle-ci utilise donc le personnel, le matériel, les laboratoires payés par la collectivité, et quand le produit sera élaboré au plan expérimental, on le fabriquera aux câbleries de Dour ou dans une multinationale qui entretemps les aura reprises. On peut citer aussi les compagnies pétrolières dont j'ai parlé tout à l'heure. Il faudrait donc populariser l'idée que le progrès technologique doit bénéficier aux travailleurs à travers notamment la réduction du temps de travail.

Surgira bien sûr alors le problème de ce que les gens vont faire de leur temps — argument déjà brandi contre les 36 heures. Il faut donc doubler cette proposition d'une autre : développer les infrastructures socio-culturelles, former des éducateurs, des animateurs de quartier, ... et créer les budgets pour ce faire. On peut concevoir que la taxation des superbénéficiaires des sociétés multinationales serve au développement du secteur culturel. D'autant plus que des chiffres ont été publiés, qui montrent qu'un chômeur coûte aussi cher qu'une assistante sociale, une aide familiale ou un animateur socio-culturel.

Il y a aussi le problème de l'enseignement. Il s'agit de faire comprendre que la vie sociale, ce n'est pas seulement travailler puis aller au bistrot ou s'adonner aux diverses attractions commerciales que le capitalisme s'empresse de créer pour « occuper » les gens si le temps des loisirs s'élargit. Or comme vous le savez, on a réduit et on réduit encore dans l'enseignement les cours de formation culturelle. Cela révèle une volonté de préparer ceux qui sortent du secondaire à occuper un emploi immédiatement rentable dans l'entreprise ; quant à ceux qui poursuivent des études à un niveau supérieur, ils sont spécialisés à outrance, ce qui aboutit à en faire des cadres rapidement déboussolés devant l'évolution technologique. Dans mon école on forme des horlogers pour réparer des montres mécaniques, mais en cinq ans le marché a été envahi par l'horlogerie électronique qui ne nécessite guère de réparations. A l'opposé de cette course à la spécialisation, il faut tout à la fois développer plus que jamais les branches culturelles, et assurer des connaissances scientifiques assez larges pour comprendre et maîtriser les technologies nouvelles. Ce n'est qu'ainsi qu'on permettra que l'informatique apparaisse non comme une espèce de divinité, avec ses machines dominant les hommes, mais comme une technique dont on a les moyens de discuter l'utilisation au service de l'humain.

**Christian TALBOOM** — Si les nouvelles techniques humanisaient réellement le travail, il n'y aurait pas 500.000 chômeurs : ils seraient

dans le circuit pour humaniser le travail des autres. J'avais de longues files devant mon guichet ; les « Mister Cash » me soulagent, mais ce serait encore mieux s'il y avait deux guichets en plus. D'un autre côté, les patrons nous ont dit : vous aurez des files plus courtes, donc vous pourrez mieux traiter avec les clients, faire un travail plus intéressant. Ce qui se passe en fait, c'est qu'il y a une quantité de clients que je ne vois plus jamais, tandis qu'avec ceux qui restent ce n'est pas beaucoup mieux qu'avant. Avant, quand un client venait pour un prêt personnel, je discutais, j'avais une opinion à donner. Maintenant ça se passe comme ceci : « Prêt personnel ? Bon. Né en 48 ? Une petite croix ici, crédit score 10. Salaire ? 28.000 F par mois, crédit score 5. Divorcé ? crédit score 20. Célibataire ? 20. Chômeur ? 40 ». Plus on a de points, moins on a de chances d'avoir un financement. Alors quand j'ai fini ma journée avec mes petites croix et mes numéros, j'aime bien quand même aller au bistrot... Donc c'est bien vrai que si l'informatique supprime des boulots idiots, elle en crée d'autres. Quant aux radios libres je crois également que c'est une question de paquet : si un émetteur de 40.000 F atteint Ostende, vous mettez 10.000 F de plus et cette radio ne passe plus. Tandis que quand je distribue un tract à l'entreprise, il faut que les flics me tapent dessus pour que je m'arrête... Il faudrait posséder complètement les nouvelles techniques, ne pas laisser la part du lion au patronat. Iles techniques, ne pas laisser la part du lion au patronat.

**Pierre BEAUVOIS** — Je crois que tout de même on ne doit pas partir battus. Un de mes élèves me montrait un microprocesseur de 27.000 F avec un clavier et un écran vidéo, qu'on peut raccorder aux photocomposeuses du « Drapeau rouge », et à partir de n'importe quelle fédération on peut transmettre au journal des articles prêts à l'impression. Quand on a inventé l'imprimerie et les rotatives, le mouvement ouvrier a acquis ces techniques. Le problème est sans doute un peu plus compliqué aujourd'hui, mais le mouvement ouvrier a une chance à saisir à condition qu'il prenne conscience.

**Paul MARCUS** — Celui qui devait classer des factures, recopier des chiffres à la main, utilise aujourd'hui un écran. Au bout de quelques mois il en a marre de son écran. Il ne se rend même plus compte de ce qu'il fait. Les perforatrices, qui au début avaient l'impression d'occuper un poste important, ont travaillé de plus en plus machinalement. Aujourd'hui le métier d'informaticien lui-même, de programmeur, est dévalué : on vend maintenant ce qu'on appelle des « packages », des programmes tout faits. Il y en a pour les statistiques, la comptabilité, pour faire des graphiques, des traitements de salaires, pour les administrations communales. 350.000 F pour un « package » c'est moins cher qu'un comptable... Alors, former des gens pour maîtriser quoi ? Et cet état de choses entraîne un danger de prise de pouvoir des sociétés qui font les programmes, sur les utilisateurs potentiels.

**Albert FAUST** — D'accord pour ne pas partir battus, à condition de s'armer d'une stratégie et d'une tactique. Et là, on n'en est qu'aux balbutiements. J'ai été fort intéressé quand Pierre Beauvois a parlé de tableur sur les besoins de communication sociale qui s'expriment. Mais les choses ne changeront pas simplement parce qu'il y a un sursaut de l'âme humaine ; il faudra beaucoup lutter. Et en se disant que, le pou-

voir, on n'est pas prêts de l'avoir. Bien sûr on peut toujours se dire qu'historiquement le socialisme est vainqueur... Mais dans cent ans je serai mort, et une vie d'homme, ça m'intéresse. Je vais donc parler alternative (et je m'en tiendrai au secteur syndical). Le SETCa a mené une réflexion collective d'un an sur les nouvelles techniques. On s'est dit qu'il y a trois possibilités : deux dont nous ne voulons pas et une troisième qu'il faut creuser.

La première, c'est ce qu'on a appelé les jacqueries ; c'est la guérilla anti-ordinateurs. Cette idée est évidemment rejetée ; avec raison parce qu'on serait battus d'avance, et avec une certaine horreur : nous sommes pour le progrès technique à condition qu'il serve l'homme. La deuxième possibilité est celle qui tente généralement les syndicalistes : ce sont les combats d'arrière-garde. On a connu ça dans certains secteurs malgré une combativité exemplaire. On se dit : les nouvelles techniques arrivent ! Alors on se mobilise. Pour quoi faire ? Pour retarder l'introduction des nouvelles techniques. Mais en fait, obtenir par exemple un répit de cinq ans, c'est permettre aux patrons de bien s'organiser pour que dans cinq ans on disparaisse dans la trappe. J'y insiste : à propos des techniques nouvelles, mener des combats d'arrière-garde, c'est préparer scientifiquement et minutieusement son propre suicide. On peut freiner ces techniques là où on est forts, en disant : pas de nouvelles techniques, sauf si elles ne portent pas préjudice aux travailleurs. Les grands magasins sont un secteur où nous sommes forts ; non que la conscience de classe y soit nécessairement plus grande, mais c'est un secteur vulnérable pour le patronat : si on ferme un magasin pendant cinq jours, c'est une perte en chiffre d'affaires qui ne sera jamais rattrapée. Mais là où on est faibles, on ne peut pas arrêter les nouvelles techniques : ces entreprises deviennent donc de plus en plus compétitives... et celles où nous sommes forts sont comme un bateau qu'on laisse sombrer petit à petit. Même si l'équipage a le poing levé...

Il faut ici dire deux mots de la cogestion ; c'est la voie qu'ont choisie les camarades allemands de la DGB. Ils admettent — avec un certain réalisme — que dans le secteur commerce on va voir disparaître 150.000 emplois. Ce qu'ils veulent à travers la cogestion, c'est veiller à ce que ceux qui restent aient les meilleures conditions de travail possible. La cogestion n'est pas que négative ; elle permet d'avoir beaucoup d'informations sur les nouvelles techniques... dans la mesure où on assume la responsabilité des licenciements, etc. Mais nous n'en voulons pas pour des raisons de doctrine et parce qu'en fin de compte elle nous apparaît comme une impasse. Et ceci m'amène à dire aussi deux mots du « contrôle » ouvrier. C'est un avis qui n'engage que moi et non pas le SETCa, mais je crois qu'on a fait passer pas mal de bêtises avec ce mot. Pour moi le contrôle ouvrier c'est surtout un esprit, une démarche, une protection contre la fuite en avant « révolutionnaire » ou la tentative cogestionnaire, c'est ne pas se lier avec les patrons mais ce n'est pas beaucoup plus. Car une fois qu'on a ouvert les livres de comptes on n'est pas tellement avancés : on sait par exemple à peu près combien on sera en moins l'an prochain. Le contrôle sur les nouvelles techniques, je suis évidemment pour ; il faut que les syndicalistes l'exigent

comme ils le font d'ailleurs dans la grande distribution, en harcelant les patrons au niveau des conseils d'entreprise. Mais on ne peut se contenter de connaître le menu, de savoir à quelle sauce on va être mangés. Il faut trouver des leviers de mobilisation.

Le SETCa en a un, et c'est ici *notre troisième possibilité* : assortir les nouvelles techniques de la garantie du volume de l'emploi. Je souligne que je parle au nom du secteur commerce et grande distribution et que je ne prétends en aucune façon que ce soit la solution pour d'autres secteurs. D'abord, c'est un objectif que dans notre secteur, nous avons la capacité d'atteindre dans un délai rapproché. Ça ne se fera pas sans conflit : la garantie du volume de l'emploi, c'est vraiment un corset d'acier pour le patronat. Et une fois cette garantie acquise, se poseront nécessairement une série d'autres problèmes ; particulièrement celui de la diversification. Nous n'avons pas les compétences pour proposer à ce sujet un programme alternatif, au risque d'ailleurs d'entrer dans le jeu de la cogestion. Mais nous partons du principe qu'avec la garantie du volume de l'emploi, les patrons seront obligés de trouver eux-mêmes des emplois et des services pour le personnel en surnombre. Reste à savoir lesquels : ce seront là d'autres terrains de lutte. Mais, même avec des emplois de reconversion, il restera encore trop de personnel dans la grande distribution. Par conséquent, et si on le pousse un peu, le patronat sera amené à accepter l'idée d'une réduction du temps de travail.

Je ne cache pas que tout cela n'est pas clairement élaboré pour nous. Mais pour me résumer, la garantie du volume de l'emploi est à la fois pour le SETCa un verrou et un levier. Un verrou pour fermer la porte aux licenciements, et un levier pour soulever d'autres réflexions, entraîner le besoin de changer un certain nombre de choses dans ce secteur. Pour le reste, il faut souhaiter que les organisations syndicales et les partis politiques de gauche s'attellent à la recherche d'une perspective globale en matière d'informatique et pour l'ensemble des secteurs...

**Christian BERNARD** — Je souscris à ce qu'Albert vient de dire, car j'ai pu vérifier à plusieurs reprises que lorsqu'on oppose certaines barrières au patronat, on se crée une protection mais on l'oblige aussi à déclencher une autre dynamique.

**Christian TALBOOM** — En matière de fiscalité, je me demande si on ne pourrait pas penser à une taxation de l'investissement en machines...

**Pierre BEAUVOIS** — Pour être très bref, en étudiant la fiscalité communale et provinciale dans le Hainaut nous avons constaté qu'au fil des ans les entreprises industrielles payaient de moins en moins de taxes et qu'avec beaucoup plus de profits, le secteur tertiaire échappait carrément à la fiscalité communale, établie à la fin du 19<sup>e</sup> siècle sur base de la force motrice. Et nous avons effectivement proposé de taxer les grands magasins et les banques, estimation faite de leurs chiffres d'affaires, en fonction des surfaces de parking offertes à la clientèle, du nombre d'unités centrales d'ordinateur et de consoles...

**Albert FAUST** — Je me demande si c'est une bonne formule que de taxer des entreprises qui ont un certain dynamisme... Je ne sais pas, je m'interroge.

**Pierre BEAUVOIS** — Je répondrai que tu es un militant syndical pressé de trouver des emplois pour tes travailleurs, et que je suis un conseiller communal pressé de trouver des fonds pour ma commune ! A propos de ce que tu nous expliquais sur les objectifs du SETCa, je comprends évidemment ce que tu défends dans ton secteur ; j'insisterais toutefois sur ta conclusion quant à la nécessité d'un programme intersectoriel. Le risque est en effet, sans cela, de voir les grands monopoles de la distribution, une fois confrontés à des problèmes de reconversion, se tourner vers les P.M.E., moins bien outillées, qui occupent déjà un certain créneau, et venir substituer aux emplois qui y existent, leurs emplois à eux, peut-être en moins grand nombre. Ce serait alors un phénomène d'addition-soustraction dont le solde serait encore plus négatif, globalement, au niveau intersectoriel.

Je crois que pour l'informatique comme pour l'ensemble des nouvelles technologies, qui auront toutes des répercussions sur la productivité, il faut faire ce qu'on n'a pas fait pour les problèmes énergétiques. On avait fait confiance au capitalisme qui dans ses bureaux d'études a élaboré les « solutions de demain ». Résultat, on nous a servi des centrales nucléaires sur un plateau. Dès 1955 on savait déjà, dans les milieux scientifiques même de gauche, qu'il y aurait un problème de stockage des déchets radio-actifs : on aurait pu, déjà, mener une campagne d'information. Je crois que ce qu'il faut maintenant, c'est non pas préconiser un « modèle de société » hypothétique et abstrait, mais surtout, expliquer les conséquences à court et plus long terme du développement technologique tel que le pouvoir du capitalisme l'impose, et proposer en même temps des alternatives, y compris intersectorielles, où l'on illustre l'idée que la technologie est bonne, mais que sa bonne utilisation dépend d'un certain nombre de pouvoirs à contrôler.

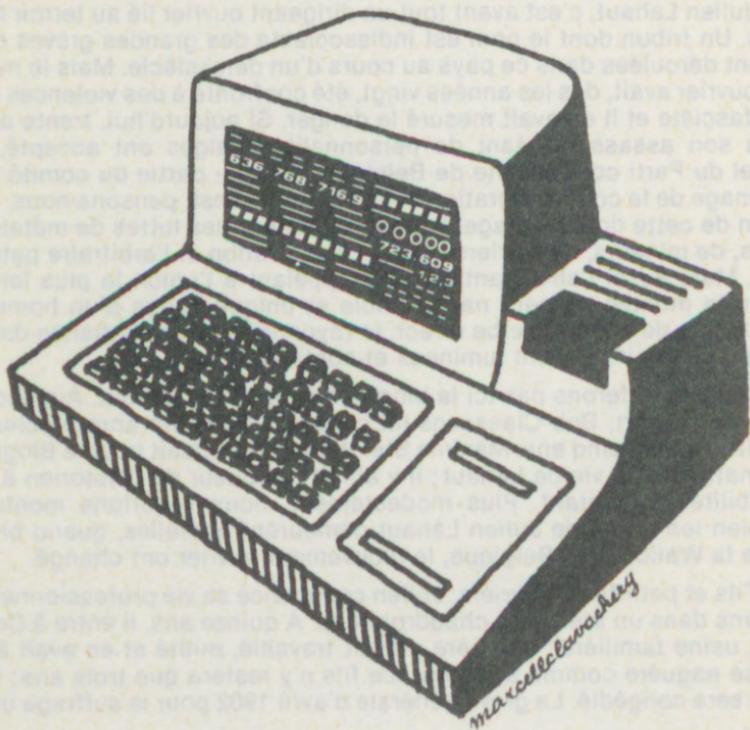
Mobiliser les travailleurs sur des objectifs concrets comme l'indexation temps de travail-productivité, comme le développement de la recherche au sein de structures publiques et vers des domaines autres que ceux de la rationalisation des technologies de production, comme les contre-parties garantie du volume de l'emploi-investissement sur fonds propres à imposer à toute entreprise privée recevant des aides publiques, etc. : tout cela me paraît être des étapes prioritaires par rapport au slogan actuellement peu crédible de la nationalisation surtout lorsque celle-ci est ponctuelle et que l'on n'a pas encore une idée très précise de ce que l'on fera à la place des patrons.

Je voudrais encore évoquer toute la problématique de la gestion communale, des comités de quartier, de l'environnement, de la lutte contre la pollution. Dans ma région, on a mis sur pied en trois ans dix comités de quartier. On a constaté que quand les habitants étaient associés à l'élaboration d'objectifs concrets, imaginaient autre chose que ce que le pouvoir leur proposait, ils parvenaient à mener des luttes démocratiques (en utilisant d'ailleurs insuffisamment tous les moyens de la démocratie, pétitions, délégations, etc.) au bout desquelles ils gagnaient dans 70 % des cas, et à partir de là on pouvait aller plus loin. C'est ce qu'en somme nous appelons « politiser les luttes » et c'est tout ce travail qu'il faut faire aussi au sein des organisations « classiques »

du mouvement ouvrier. Cela suppose ici le concours de gens qui connaissent les phénomènes informatiques, et l'articulation de cette connaissance avec l'action du mouvement ouvrier. C'est primordial : le nombre de problèmes politiques à résonance technologique ira croissant, et faute d'une stratégie et d'une didactique pour permettre aux masses de comprendre et d'agir, on sera battus.

**Christian TALBOOM** — A propos de volume de l'emploi, je crains fort que même si on obtient cette garantie — et on peut l'obtenir —, un jour ça ne marche plus et que les patrons licencient malgré tout. Ils n'investissent que tant que ça leur rapporte ou qu'ils gardent l'espoir que ça leur rapporte. Et je crois que même dans les grands magasins ce n'est qu'une solution à court terme. Le patronat serait capable d'accepter la réduction du temps de travail en fonction des nouvelles techniques ; mais son utilisation de ces dernières ira plus vite que notre grignotage...

**Albert FAUST** — J'ai bien dit qu'il s'agit d'une réponse immédiate. Et c'est, je le souligne, un verrou autant qu'un levier. Je suis bien d'accord avec Pierre Beauvois pour insister sur la nécessité d'un programme intersectoriel et je dirais même plus : il faudrait une alternative économique globale de la gauche. Mais en attendant ? Je suis militant d'un secteur. Que faire dans ce secteur ? *Attendre* ? Dire aux travailleurs qu'on pense pour eux, qu'on leur offrira demain un beau programme interprofessionnel ? Il faut parer au court terme tout en voyant loin...



## Dimensions d'une vie : Julien Lahaut

Julien Lahaut, c'est avant tout un dirigeant ouvrier lié au terroir liégeois. Un tribun dont le nom est indissociable des grandes grèves qui se sont déroulées dans ce pays au cours d'un demi-siècle. Mais le militant ouvrier avait, dès les années vingt, été confronté à des violences de type fasciste et il en avait mesuré le danger. Si aujourd'hui, trente ans après son assassinat, tant de personnalités belges ont accepté, à l'appel du Parti communiste de Belgique, de faire partie du comité de patronage de la commémoration Julien Lahaut, c'est, pensons-nous, en raison de cette double image. Lahaut animateur des luttes de métalurgistes, de mineurs, de verriers contre l'exploitation et l'arbitraire patronaux. Mais aussi Lahaut antifasciste appelant à l'union la plus large contre la montée du péril nazi. Double et unique image d'un homme dont la joie de vivre, le verbe direct, le rayonnement, la confiance dans l'action populaire étaient lumineux et contagieux.

Nous ne referons pas ici la biographie de Julien Lahaut. Au lendemain de sa mort, Bob Claessens lui consacrait une vibrante brochure populaire. Voici cinq ans, Maxime Steinberg synthétisait pour la Biographie nationale la vie de Lahaut; il y alliait la rigueur de l'historien à la sensibilité du militant. Plus modestement, nous voudrions montrer combien les luttes de Julien Lahaut demeurent actuelles, quand bien même la Wallonie, la Belgique, le mouvement ouvrier ont changé.

Fils et petit-fils d'ouvriers, Julien commence sa vie professionnelle à 14 ans dans un atelier de chaudronnerie. A quinze ans, il entre à Cockerill, usine familiale : son père y avait travaillé, milité et en avait été chassé naguère comme agitateur. Le fils n'y restera que trois ans; lui aussi sera congédié. La grève générale d'avril 1902 pour le suffrage uni-

versel vient de se terminer par une cuisante défaite, faute de soutien politique. Le syndicalisme métallurgiste est durement frappé par la répression patronale.

Lahaut sera licencié une nouvelle fois pour fait de grève en 1908, au Val Saint-Lambert. Il a alors 24 ans et devient secrétaire permanent du syndicat « Relève-toi ».

Quand vient la guerre, il s'engage comme volontaire. Il fera partie des unités d'auto-canon envoyées sur le front russe. L'année 1921 sera pour Julien Lahaut une année décisive. L'après-guerre a été marquée par une intense fermentation sociale et politique, stimulée par la montée révolutionnaire — en Russie, en Hongrie, en Allemagne. Le 16 novembre 1919 ont enfin lieu les premières élections au suffrage universel. Le POB conquiert 70 sièges à la Chambre; le syndicalisme connaît un vigoureux essor. Partout, ouvriers et appointés se battent pour l'augmentation des salaires, la réduction du temps de travail, la reconnaissance syndicale. Mais les années 20-21 sont des années de crise économique et — déjà — de reflux de la vague révolutionnaire. Le patronat (Comité Central Industriel) et ce qu'on appelle alors la Haute Banque lancent une offensive de grand style contre les nouvelles conquêtes ouvrières. La grève d'Ougrée-Marihaye qu'ils parviendront à faire pourrir s'inscrit dans ce contexte. Elle durera de mars à octobre 1921 et Lahaut y donnera le meilleur de lui-même.

Le point de départ de la grève est apparemment mineur : refus par un groupe d'ouvriers d'effectuer des travaux d'entretien. Elle prit bientôt la dimension d'une épreuve de force avec un patronat de choc. Celui-ci recourut d'une part à la gendarmerie qui campait à Seraing et Ougrée, et d'autre part aux services de la Ligue civique, chargée de casser la solidarité des ouvriers du transport. Cette Ligue regroupe des ingénieurs, des étudiants, des bourgeois très alertés par le danger que présentent à leurs yeux les syndicats en particulier et le mouvement ouvrier en général.

Faut-il rappeler qu'à Rome en 1921, Mussolini fonde officiellement son parti fasciste? Qu'en France, l'Action Française entretient autour de son « nationalisme intégral » un climat de virulence chauvine et de haine pour les institutions démocratiques. Ces idées circulent et germent en Belgique aussi, tant en Wallonie qu'en Flandre. Au bout de six mois d'une grève dure, qu'il n'a cessé d'animer, Lahaut est arrêté pour atteinte à la liberté du travail. Un mois plus tard, la grève s'éteignait. Notre homme avait cependant encore eu le temps d'organiser l'hébergement des enfants de grévistes, qui ne touchaient plus que de pauvres indemnités de grève. « Les patrons sont des méchants », proclamait le calicot dressé pour le départ des enfants, au pied de la passerelle de Seraing.

1921, ce fut donc le premier contact de Lahaut avec les ligues férues d'Ordre et d'Autorité. Pas le dernier! En 1924, à la tête d'une contre-manifestation ouvrière, il disperse un rassemblement de la Légion nationale au Cirque des Variétés, à Liège. Il arrache sa canne à un des « leaders » factieux, le général Graff. Cela lui vaudra une condamnation à la prison — une parmi d'autres. Car Lahaut avait un casier

judiciaire chargé et c'est l'année de sa mort qu'il put voter pour la première fois. Lui qui avait été conseiller provincial en 1925, conseiller communal en 1926, député en 1932, il fut privé du droit de vote jusque 1950.

Mais au terme de la longue grève d'Ougrée-Marihaye, Julien Lahaut qui s'est fait exclure du POB, n'est pas encore membre du parti communiste. Son adhésion, il la donne après l'affaire du « grand complot ». Il est arrêté en mars 1923 avec une cinquantaine de militants communistes et accusé comme eux, avec eux, de « complot criminel contre la sûreté de l'Etat ». En traînant Joseph Jacquemotte et ses amis devant la Cour d'assises, la bourgeoisie de l'époque espérait discréditer à tout jamais le jeune parti communiste — dont, insistons-y, Lahaut n'était pas encore membre. Pierre Vermeulen, qui devait comparaître comme témoin au procès, a récemment évoqué le climat qui y régnait. « Après la première plaidoirie, la défense qui comprenait tous les grands noms du barreau, renonçait à la parole, car elle se rendait compte de l'évidence d'un acquittement, qui fut retentissant »...

Quand surgit, brutale, la grande crise économique des années trente, Julien Lahaut est un dirigeant communiste chevronné. Il joue un rôle décisif dans la grève générale de 1932 — commencée chez les mineurs qui refusaient des diminutions de salaires (que le gouvernement et des dirigeants syndicaux réformistes tentaient de justifier par la crise et le nécessaire partage des sacrifices). La part qu'il prit à un meeting à Wasmes, le 20 juin 1932, meeting où il fut accueilli par des huées et dont il sortit, deux heures plus tard, ovationné, est restée célèbre. C'est cette année-là que Lahaut est élu député de Liège.

On connaît moins ses interventions parlementaires. Nous voulons évoquer l'interpellation qu'il développe parallèlement à celle du député socialiste Isabelle Blume, le 14 juin 1938. L'une et l'autre s'adressent au ministre de la Justice, J. Pholien, à propos du sort de certains immigrés et réfugiés en Belgique. Ce qui est en cause, c'est le droit d'asile en Belgique des émigrés politiques qui fuient l'Autriche après l'« Anschluss », c'est la protection contre des brimades policières d'étrangers vivant en Belgique, c'est la ratification par la Belgique de la Convention de Genève du 10 février 1938, convention paraphée mais point encore signée par notre pays. Plaidoyer vibrant contre la guerre, le racisme, l'antisémitisme, l'interpellation de Lahaut rejoignait celle d'Isabelle Blume qui concluait son propos en déclarant « Puisqu'il existe un malheur européen, il faut aussi qu'il y ait des abris européens pour ceux qui ont dû fuir leur patrie ».

Le fascisme se renforce cependant et la menace de guerre mondiale se précise.

Lahaut assume la responsabilité de la campagne d'aide à l'Espagne républicaine: collectes, hébergement d'enfants (il donne l'exemple), soutien politique, action au Parlement, appui aux membres belges de la Brigade internationale, convoiement de vivres à Madrid et Valence — il se déploie sur tous les plans.

10 mai 1940. Il échappe à l'arrestation mitonnée par les autorités belges soucieuses d'ordre. En juillet, mandaté par le conseil communal

de Seraing, il prend la responsabilité — avec l'accord du secrétariat clandestin du parti communiste — de se rendre en France (occupée) pour aider au rapatriement des réfugiés belges qui sont légion là-bas.

L'opération est audacieuse puisqu'elle postule une autorisation de l'occupant. Il s'en expliquera cinq ans plus tard devant la Chambre, le 26 juillet 1945. Car les calomnies n'ont pas manqué. Mais Lahaut, en situant sa démarche de l'été 40 dans son contexte, lui enlève toute trace d'ambiguïté. Ce contexte, c'est la constante poursuite de son action antifasciste. Le 5 janvier 1941, il participe avec éclat à la mobilisation contre une concentration rexiste organisée à Liège par Léon Degrelle. En mai 1941, avec les communistes liégeois, il appelle à la grève des métallurgistes. La grève éclate chez Cockerill, le jour anniversaire de l'invasion nazie. C'est Julien qui établit la liaison entre le conseil communal de Seraing et le comité gréviste. Il conduit une délégation à Bruxelles, auprès des secrétaires généraux et du Comité central industriel. L'occupant le somme, à son retour à Liège, de faire cesser la grève. C'est alors que retentit son fameux « Dispersez-vous, mais nom di dju, que la grève continue »...

Parce qu'il n'était pas un modèle sur le plan de la discipline, Lahaut se trouvait à son domicile légal le 21 juin 1941 : il se fait arrêter par les nazis. Après un séjour à la citadelle de Huy, marqué par quatre tentatives d'évasion, il est déporté le 21 septembre à Neuengamme. En 1944, on l'expédie à Mauthausen.

Quand il revint au pays, le 25 avril 1945, c'est à un miraculé que la population de Seraing rend un hommage d'une exceptionnelle chaleur humaine. C'est d'ailleurs là-bas, dans les affres concentrationnaires, qu'un aristocrate polonais avait inventé la formule qui convient si bien à la générosité rayonnante de Lahaut, « l'homme qui portait le soleil dans sa poche et en donnait un morceau à chacun ». Là-bas, où Lahaut avait malgré la dysenterie et l'œdème, organisé autant la solidarité que les sabotages.

Porté à la présidence du PCB, réélu député de Liège, Julien Lahaut qui avait alors 60 ans, allait encore animer meetings et manifestations. Son style direct, jamais vulgaire mais percutant, faisait mouche au Parlement aussi. Déjà en 1945, quand « l'affaire royale » n'avait pas encore mobilisé les masses populaires, il déclarait : « Le député Buset a réclamé l'abdication. L'honorable M. Devèze s'est écrié à cette tribune : " Quand on ne peut plus être un grand roi, on peut encore être un grand homme ". Le ministre Spaak, reprenant les paroles de Chateaubriand, a dit : " Sire, votre fils est notre roi ". Que cela signifie-t-il, traduit en langage populaire franc et direct, sinon : Sire, allez-vous en ! »

Faut-il encore rappeler la grève générale de juillet 1950 contre le retour de Léopold III, la fusillade de Grâce-Berleur, la cérémonie d'investiture du Prince Royal le 11 août, le cri de « Vive la république ! ». Le 18 août 1950, Julien Lahaut était abattu à bout portant sur le seuil de sa maison sérésienne. Ses assassins n'ont jamais été identifiés.

Montée du fascisme. Guerre. Crise. Guerre froide. Offensive contre les droits et libertés. Offensive contre l'emploi.

Rien n'est exactement comme il y a trente ou cinquante ans. Mais rien n'est tout à fait différent. Aux funérailles de Julien Lahaut, la foule était innombrable, bouleversée : tout un peuple uni dans la douleur et l'indignation.

Il est plus difficile d'unir tout un peuple autour d'un programme qu'autour d'un cercueil. Et pourtant, s'il est une leçon qui se dégage de la vie de Julien Lahaut, c'est bien celle du nécessaire rassemblement des forces ouvrières et démocratiques contre la tentation autoritaire, contre le surarmement, pour la paix, pour la défense des libertés, pour la conquête de droits nouveaux permettant aux travailleurs d'enfin maîtriser leur destin.

## HOMMAGE A JULIEN LAHAUT

*C'est le 26 octobre que se déroulera la journée d'hommage à Julien Lahaut, président du PCB, assassiné le 18 août 1950.*

*Après la visite à 14 heures, du cimetière de Seraing par des délégations des diverses régions du pays, les participants ont rendez-vous à 16 h 30 à Liège pour le début de la partie académique, en la salle Reine Elisabeth du Palais des Congrès. Le hall de ce dernier abritera une exposition de photographies, extraits de presse, affiches d'époque, etc... Plusieurs orateurs prendront la parole pour illustrer, au-delà de la simple commémoration, le thème sous lequel cette journée est placée : la défense de la paix et de la démocratie.*

*Des documents filmés seront ensuite projetés, et à 18 heures, après un entracte, commencera la partie culturelle avec deux chanteurs : Guy Cabay et Johan Verminnen. La soirée sera clôturée à 20 heures.*

*De nombreuses personnalités politiques, syndicales et culturelles, dont nous publions ci-après la liste inachevée, ont accepté de faire partie du Comité de patronage de la journée.*

### Comité de patronage

**BAILLY Charles**, sénateur; **BERGEN Marcel**, conseiller provincial; **BERNARD Michel**, député permanent; **BERTRAND Pierre**, sénateur; **BOEYKENS Gustaaf**, kamerlid, ondervoorzitter van de Kamer; **BOURGAUX Jacques**, avocat, Juristes démocrates; **BRUNFAUT Emilienne**, conseiller au Cabinet du Ministre du Travail; **BURGEON Willy**, député, échevin; **BUSQUIN Philippe**, député; **CARDON Albert**, docent VUB; **COLLARD Léo**, Ministre d'Etat, ancien ministre; **COOLS André**, président du PS, député, bourgmestre; **CREUZ Serge**, artiste peintre; **DANS André**, président de la CGSP-enseignement, régionale de Liège; **DE BRUYNE Albert**, provinciëraadslid van Oost-Vlaanderen; **DE CONINCK Albert**, nationaal sekretaris van de KPB; **DEFOSSET Léon**, député, bourgmestre; **DEHOUSSE, Jean-Maurice**, Ministre de la région wallonne; **DEJACE Théo**, ancien parlementaire; **DEJARDIN Claude**, député, conseiller communal; **DE COCK Mark**, voorzitter van de Belgische Liga voor de Rechten van de Mens; **DELCORDE Guy**, secrétaire national de la CGSP-ministères; **DENISON Robert**, député; **DE NUL Raoul**, provinciale sekretaris van de Algemene centrale ABVV, gewest Limburg; **DE PAUW-DEVEEN Lydia**, senator; **de WASSEIGE Yves**, sénateur; **DINANT Noëlla**, députée; **DONNAY Louis**, député permanent; **DRUART Hector**, président de la CGSP - administrations locales et régionales; **DUBRUNFAUT Edmond**, artiste peintre; **DUSSART Robert**, sénateur, président de la délégation

syndicale des ACEC; **FIEVEZ Joseph**, député; **GALAND Pierre**, secrétaire général d'OXFAM Belgique; **GILISSEN Eugène**, conseiller communal de Seraing; **GILLON Robert**, président de la régionale FGTB de Liège-Huy-Waremme; **GLINEUR Georges**, député; **GONDROY Richard**, député, échevin de l'enseignement; **HANCKE Lode**, kamerlid; **HARMEL Pierre**, Ministre d'Etat, sénateur honoraire; **HENCKENS Jaak**, kamerlid; **HERCKENS Michel**, Président national du Mouvement des Jeunes Socialistes; **HERLEMONT Maurice**, député permanent; **HOCHEPIED Jacques**, député permanent; **HORNE Pierre**, secrétaire de la CGSP -région wallonne; **Chanoine François HOUTART**; **ISTA Louis**, ancien conseiller communal de Seraing, ancien compagnon de Julien Lahaut; **JUCHMES Albert**, secrétaire politique de la Fédération de Liège du PCB; **KERSCHAYER Honoré**, voorzitter van de syndikale delegatie petroleum raffinaderij RBP, Antwerpen; **LACROIX Emile**, sénateur, bourgmestre, Vice-président du Sénat; **LAMBRECHTS J.**, provincieraadslid Antwerpen; **LEONARD André**, conseiller provincial de Liège; **LEPAGE Jean-Marie**, secrétaire fédéral de la CSC de Charleroi; **LEVAUX Marcel**, député; **LEYS Jef**, sekretaris van de boekencentrale ABVV; **LINDEMANS I.**, voorzitter van Pax Christi-Vlaanderen; **LIZIN Anne-Marie**, membre du Parlement européen; **LOOSE Ludo**, provincieraadslid van Antwerpen; **MANGELSCHOTS John**, kamerlid; **MARIEN G.**, provincieraadslid van Antwerpen; **MATHOT Guy**, ministre de l'Education nationale, député, bourgmestre de Seraing; **MERTENS Pierre**, écrivain; **MICHEL Victor**, membre du Parlement européen; **MICHELSEN Léo**, D' in Geschiedenis; **MIERMANS Jean**, secrétaire inter-régional Gazelco; **MORDANT Henri**, président du RW, député; **MOUSSET Gilbert**, secrétaire général de la CGSP; **NOEL René**, sénateur honoraire; **ONCKELINX Gaston**, député, échevin; **PETRY Irène**, sénateur; **RAEPERS Joseph**, ancien conseiller communal de Seraing; **REMACLE Daniel**, co-président de la Jeunesse Communiste de Belgique; **RENARD Claude**, président du Conseil communautaire francophone du PCB, sénateur; **SCHELHOUT J.**, provincieraadslid van Antwerpen; **SCHOETERS M.**, voorzitter van de Algemene centrale ABVV, gewest Antwerpen; **SIMOENS Alfons**, nationale sekretaris van de ACOD, sektor Spoor; **SIMON Jean-Marie**, enseignant; **SOMVILLE Roger**, artiste peintre; **TAILLARD Jean**, ancien sénateur, fondateur du PCB; **THIBERT Germaine**, conseiller communal de Seraing; **THOMAS Frans**, secrétaire général du MRAX; **TOBBACK Louis**, kamerlid; **TONNEAUX Alphonse**, président de la CGSP-Cheminots; **TURF Jan**, mede-voorzitter van de Kommunistische Jeugd van België; **TURF Jef**, voorzitter van de Vlaamse Raad van de KPB; **VAN DER BIEST Alain**, député, bourgmestre; **VAN DER VINCK Charel**, sekretaris van de ACOD, gewest Antwerpen, sektor Ministeries; **VAN EYNDE Jos**, Minister van Staat; **VAN-HOORICK Bert**, ere volksvertegenwoordiger; **VAN HERBRUGGEN E.**, sekretaris van de provinciale metaalbewerkerbond ABVV Antwerpen linkerover; **VERMEYLEN Pierre**, Minister van Staat, ere senator; **VERNIMMEN Willy**, senator, lid van het Europees Parlement; **VERWEST Jan**, kunstschilder; **WILLOCKX Freddy**, staatssektaris; **WIJNANTS Jeanine**, présidente du MOC; **WIJNINCKX Jos**, senator; **YERNA Jacques**, secrétaire de la régionale FGTB de Liège-Huy-Waremme; **YLIEFF Yvan**, député, bourgmestre.

CHRISTIAN VANDERMOTTEN

# Le poids électoral du P.C.B. et de la gauche en Wallonie et à Bruxelles

Socio-géographie électorale (1946-1979)

**Auteur d'ouvrages de grande valeur scientifique sur l'économie belge et sur Bruxelles, Christian Vandermotten se livre ici à une étude originale de l'électorat du Parti Communiste de Belgique.**

**Pareille recherche ne se veut bien sûr pas « définitive ». Les Cahiers marxistes souhaitent au contraire que le travail de leur collaborateur suscite la réflexion des lecteurs.**

Cet article retrace d'abord l'évolution des résultats électoraux belges depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Il situe le P.C.B. dans ce cadre, en particulier sa position relative par rapport à la gauche. Il analyse enfin la géographie électorale du P.C.B. et de la gauche à Bruxelles et en Wallonie (1).

## I. LES EVOLUTIONS GENERALES.

### A. LA RUPTURE DE 1965.

L'analyse de l'évolution des résultats électoraux (reproduits en annexe) permet d'isoler certaines consultations marquées par des transferts apparents de voix particulièrement élevés entre partis (tableau 1).

(1) Pour la partie flamande du pays, on lira R. Van Doorslaer (1979), « De K.P.B. in Vlaanderen en haar electoraat » *Vlaams Marxistisch Tijdschrift*, XII, 4, pp. 43-84.

1949 1950 1954 1958 1961 1965 1968 1971 1974 1977 1978 1979

(a)

Royaume	*	*				***						
Wallonie	*	*				***	*	**		*		*
Bruxelles	***	***			*	***	***	***				**
Flandre			*			*						

Tableau 1. Niveau de la mobilité externe : \* : assez forte; \*\* : forte; \*\*\* : très forte. Le tableau a été construit de manière à donner une nette signification à des déplacements massifs de voix et à négliger au contraire une juxtaposition de nombreux petits mouvements en sens divers.

(a) Les motivations des électeurs ne sont sans doute pas entièrement comparables aux élections européennes, en particulier à Bruxelles.

Outre qu'il montre une stabilité plus grande de l'électorat flamand que wallon, et surtout bruxellois, ce tableau met en évidence la rupture majeure que constituent, pour la période de l'après-guerre, les élections de 1965.

Cette coupure se caractérise par :

1°) *un effondrement socialiste*, particulièrement catastrophique à Bruxelles et en Wallonie. Le P.S., qui jusqu'alors avait toujours atteint ou dépassé 30 % des voix au niveau national, ne se haussera plus jamais à ce résultat par la suite. Il s'engage sur la voie d'un déclin électoral lent mais régulier lors des élections ultérieures. D'un maximum de 39 % des voix en 1954, il passe à 29 % en 1965 et à 23 % en 1979 (de 49 % à 35 %, puis à 31 % en Wallonie; de 45 % à 26 %, puis à 14 % à Bruxelles !);

2°) *un gros succès libéral*. Ce parti dépasse les 20 % des voix au niveau national. Certes, ce progrès sera particulièrement résorbé en 1971. Mais cependant, les libéraux ne tomberont plus jamais sous la barre des 15 %. En même temps, leur programme économique de droite prendra définitivement le pas sur leur programme de défense laïque;

3°) *un effondrement catholique*, y compris en Flandre, où ce parti n'atteindra plus jamais la majorité absolue. Toutefois, à la différence du P.S., les catholiques regrignoteront tendanciellement par la suite leurs positions perdues. Ils ne sont plus loin de la reconquête de la majorité absolue en Flandre, à travers une surenchère ambiguë par rapport aux positions du mouvement nationaliste flamand (« le néo-unitarisme à discours flamingant de Tindemans »). C'est cependant autant la scission progressive des partis en ailes linguistiques que ses succès intrinsèques qui ont accru le poids relatif du C.V.P. dans la vie politique nationale;

4°) *une percée sensible des partis régionalistes*, qui s'amplifiera jusqu'en 1971. Malgré une régression par la suite, ils ne descendront plus sous la barre des 15 % au niveau national (et sous les 40 % à Bruxelles), à l'exception des élections européennes;

5°) *une divergence définitive dans les comportements électoraux des trois régions du pays.* Jusque là, il était exceptionnel que des tendances parallèles ne se dégagent pas lors des consultations dans les trois régions du pays. Après 1965, les évolutions régionales divergentes se multiplient, et deviennent en particulier la règle pour le P.S.-S.P. et chez les libéraux ;

6°) *un accroissement sensible, et désormais tendanciellement croissant des votes blancs et nuls.* Leur pourcentage, qui n'avait jusque là jamais dépassé 5,5 % des électeurs inscrits, monte à 7,1 %. Il ne descendra plus jamais sous la barre des 7 % (sauf en 1968 : 6,8 %), pour atteindre 8,4 % en 1978 et culminer à 12,4 % lors des élections européennes de 1979.

Cette nette rupture de 1965, qui survient au milieu d'une période de prospérité économique caractérisée par des mutations géographiques et structurelles profondes favorisant le nord du pays, implique une analyse séparée pour les deux périodes situées de part et d'autre de cette consultation charnière.

#### B. DE 1946 A 1961.

Les élections de 1949 représentent un retour aux clivages traditionnels à l'intérieur de la « gauche », dans l'acception ancienne, laïque, du terme. Les socialistes et surtout les communistes, en particulier à Bruxelles et en Wallonie, perdent au profit des libéraux un électorat flotant, d'origine petite-bourgeoise, qui leur était venu des circonstances de la libération. Le succès libéral est accentué par une promesse de réduction de 25 % des impôts directs.

A partir de 1950, les mouvements de voix sont principalement liés à l'« usure du pouvoir ». Les libéraux font les frais de leur participation au gouvernement P.S.C.-P.L. de 1949-50 et perdent, en outre, au profit du P.S.C. les voix d'électeurs qui n'ont pas suivi leurs positions, pourtant nuancées, sur la question royale. Le P.S.C. perd des voix après son gouvernement homogène entre 1950 et 1954. Il en regagne aux dépens des libéraux et des socialistes après l'alliance gouvernementale de ces derniers entre 1954 et 1958, la question scolaire aidant à vivifier la conscience de secte aux dépens de celle de classe. Les grandes grèves de 1960-61 effarouchent l'électorat petit-bourgeois, de sorte que les pertes globales de voix de la coalition P.S.C.-P.L. au pouvoir ne profitent pas aux socialistes mais se reportent sur divers mouvements de droite en Wallonie et à Bruxelles, sur les mouvements flamands en Flandre.

Une conclusion essentielle de cette évolution est que, nonobstant ces mouvements de balancier de l'électorat, les élections de 1954 sont les seules où les socialistes aient recueilli un nombre appréciable de voix traditionnellement catholiques. Cela ne se reproduira plus jamais. Il s'agit là d'une constatation fondamentale, sur laquelle il conviendra de revenir.

L'isolement dogmatique, le stalinisme, la propagande de guerre froide expliquent la poursuite du déclin du P.C. jusque 1958, surtout au profit des socialistes. Au contraire, les communistes gagnent des voix

en 1961 et 1965, et réalisent même cette année-là leur meilleur score de l'après-guerre en Wallonie (9,5 %), si l'on excepte les résultats de 1946 et 1949, acquis dans des circonstances historiques particulières. La question se pose de savoir pourquoi ces performances ne se prolongeront pas. Sans doute peut-on arguer de la progression des mouvements wallons, mais les élections de 1965 ont vu un progrès simultané du P.C. et de ces mouvements et, inversement, les pertes de ces derniers en 1977 ne se traduiront pas par des gains communistes.

### C. APRÈS 1965.

En Wallonie, les positions socialistes se stabilisent globalement après l'échec de 1965 jusqu'en 1978, puis s'effondrent aux élections européennes de 1979. Les communistes perdent au profit du R.W. leurs gains de 1965, puis se stabilisent également. Cependant, si c'est bien du P.S. que sont venus en 1965 la grande majorité des premiers électeurs R.W., les gains ultérieurs de ce parti sont issus principalement de l'électorat social-chrétien et libéral. Ces derniers électeurs reflueront vers leurs partis d'origine en 1977, en même temps que le R.W. affirmait des positions plus à gauche. De la sorte, le R.W. profite principalement de défections socialistes en 1979.

A Bruxelles, la détérioration des positions socialistes se poursuit gravement après 1965, dans le contexte politique particulier de la capitale, mais aussi dans celui d'une tertiarisation accrue. Aux élections de 1965 et de 1968, le F.D.F. doit l'essentiel de ses succès à des transfuges en provenance de la gauche, alors que les électeurs mobiles de droite sont plutôt attirés en 1965 par les libéraux et en 1968 par le charisme de Vanden Boeynants. Ce n'est qu'aux élections de 1971 que des électeurs libéraux, en cartel, et sociaux-chrétiens rejoindront massivement le mouvement bruxellois. Si le P.C. semble bien avoir profité de quelques transfuges F.D.F. en 1974, il n'a pas été capable de les fixer, bien au contraire. De même, aux élections européennes de 1979, où le F.D.F. s'affaiblit sensiblement, sans doute en raison même de l'objet du scrutin, ses défections retournèrent soit vers la droite, soit se dirigèrent vers l'extrême-gauche ou les écologistes, mais ni le P.C., ni moins encore le P.S. n'en profitèrent.

En Flandre, dans le contexte d'un électorat globalement plus stable, les socialistes perdent des voix après leurs participations gouvernementales (1971, 1974, 1978), mais leurs « cures d'opposition » ne leur profitent pas ou très peu (1968, 1977). Si des effets d'« usure du pouvoir » se marquent, ils profitent aux libéraux ou à la Volksunie. Plus caractéristique encore est le fait que Tindemans ramène au bercail social-chrétien, depuis 1974, des transfuges nationalistes flamands, malgré la participation ininterrompue du C.V.P. au pouvoir. Quant au P.C., s'il a pu globalement maintenir les faibles positions acquises en 1965, il n'a, proportionnellement moins encore qu'en Wallonie, pu empêcher un certain électorat de se porter vers l'extrême-gauche ou l'écologie, ni pu récupérer des voix d'électeurs socialistes déçus.

Quelles conclusions tirer de ceci ? Analysant la période des années 50, R.E. De Smet et R. Evalenko (2) avaient montré l'excellente concordance entre les pourcentages électoraux des socialistes et communistes réunis et la part dans la population active des salariés votant pour la F.G.T.B. aux élections prud'hommales. Cette corrélation était particulièrement nette en région wallonne, où le P.S.C. est socialement bien moins hétérogène qu'en Flandre. A la lumière de cette analyse, une série de conclusions négatives du point de vue de la gauche ressortissent de la description des évolutions électorales après 1965 :

1°) la salarisation croissante de la population active belge n'a pas profité à la gauche socialiste et communiste (pas plus d'ailleurs qu'à la F.G.T.B.). Cette gauche s'est-elle trop laissée enfermer dans un discours ouvriériste au moment d'une tertiarisation croissante ; a-t-elle été incapable de prendre en compte de nouveaux types de revendications ?

2°) la perte de crédibilité du P.S., liée à sa pratique quotidienne de compromission social-démocrate, détourne les électeurs « potentielle-ment de gauche » vers les partis régionalistes, les écologistes, les féministes, les abstentionnistes, sinon même des groupuscules d'extrême-gauche, plutôt que vers le P.C. Propagande, attitudes et comportements de celui-ci restent trop liés à la vieille classe ouvrière, wallonne en particulier, qui s'effrite en même temps que le milieu industriel où elle se recrute. En outre, le P.C. reste subjectivement associé à certaines pratiques du « socialisme réel » à l'Est, quelles que soient les positions officiellement prises à ce propos (3) ;

3°) G. Noël (4) a montré que, dans la région montoise, le P.C. donne insuffisamment l'image d'un parti fédéraliste, et que, par ailleurs, c'est dans les communes où l'électorat est sociologiquement le plus à droite, que R.W., écologistes et L.R.T. recueillent leurs meilleurs scores : preuve de l'incapacité de la gauche « classique » d'attirer à elle une nouvelle gauche « potentielle » issue de milieux jeunes, peut-être en rupture de ban politique avec leur milieu familial. Le P.C. ne recueille des voix de protestation que là où le mouvement ouvrier est le mieux implanté ;

4°) a fortiori, la gauche classique n'a pas été capable de percée décisive dans les milieux chrétiens. Il est utile de rappeler ce qu'écrivait en 1957 déjà J. Defay (5) : « Toute attitude de compromis sur les thèses socialistes faite par le P.S.B. dans le vain espoir d'attirer à lui les voix

(2) R.E. De Smet et R. Evalenko (1956), *Les élections belges. Explication de la répartition géographique des suffrages*, Université libre de Bruxelles, Institut de Sociologie Solvay, Coll. de Science politique, 154 pp. + annexes.

(3) Ces constatations sont à mettre en parallèle avec un certain effritement de l'électorat du P.C.F. dans les circonscriptions urbaines et industrielles où celui-ci est le mieux représenté et participe aux responsabilités de la gestion locale. P. Jarreau écrit à ce propos (*Le Monde*, 23.10.1979) : « Cette "social-démocratisation" du P.C.F. a entraîné la défection d'une partie de son électorat au profit du P.S., dont il paraissait ne plus se différencier et favorisé l'ancrage, sur ses marges, d'une extrême-gauche qui revendiquait la tradition de lutte de classe dont il semblait s'éloigner. »

(4) G. Noël (1979), « Etude statistique des comportements électoraux montois », *Cahiers marxistes*, X, 58 (79), pp. 10-24.

(5) J. Defay (1957), « Sociologie électorale et perspectives politiques », *Socialisme*, IV, 19, pp. 67-92.

des petits bourgeois et des agriculteurs (chez qui l'image étatique reste même si les socialistes ne parviennent pas à la mettre en application) aura un effet désastreux sur les salariés chrétiens. A quoi bon s'imposer une crise morale si c'est pour retrouver parmi les socialistes les mêmes concessions à l'idéologie patronale qui vous ont fait quitter la C.S.C. ».

Le tableau 2 ci-dessous quantifie ces conclusions :

		Gauche « classique »			Gauche « séparée », « potentielle », non liée au P.S.C.		Gauche « classique » + gauche « séparée » non liée au P.S.C.
		P.S.	P.C.	P.S. + P.C.	Extr.-gauche, écologistes, etc...	Electorat régionaliste issu de milieux proches de la gauche «classique»	
Wallonie	1950	46	8	54	—	—	54
	1961	46	6	53	—	0	53
	1965	35	10	45	1	4 (a)	49
	1974	37	6	43	0	6 (a)	49
	1978	37	6	43	2	5 (a)	49
	1979	31	6	37	7	7 (a)	51
Flandre	1950	41	6	47	—	—	47
	1961	42	4	45	—	0	45
	1965	26	4	30	1	10 (b)	42
	1974	21	4	25	1	11 (b)	36
	1978	16	3	19	3	12 (b)	34
	1979	14	3	17	7	15 (b)	39
Bruxelles	1950	27	3	30	—	—	30
	1961	30	1	31	—	—	31
	1965	25	2	27	0	—	27
	1974	22	2	24	1	—	25
	1978	21	2	23	2	—	25
	1979	21	1	22	4	—	26

Tableau 2. Pourcentages électoraux obtenus par la gauche « classique » (P.S. + P.C.) et voix en provenance d'un électorat sociologiquement « de gauche » et non lié au P.S.C. reportées sur d'autres mouvements après 1965.

(a) Tout l'électorat R.W. en 1965, un tiers de celui-ci en 1974, la moitié en 1978 et 1979.

(b) Tout l'électorat F.D.F. en 1965, un tiers de celui-ci en 1974 et 1978, la moitié en 1979.

La validité des hypothèses qui président à la réalisation de ce tableau nous paraît confirmée par la comparaison entre les évolutions wallonne et bruxelloise d'une part, flamande de l'autre. Dans la partie septentrionale du pays, on peut estimer que le mouvement fédéraliste, marqué par un passé chrétien et parfois collaborationniste, n'a pratiqué-

ment pas mordu sur l'électorat sociologiquement de gauche. On observe alors une évolution très proche dans les trois régions du pays des chiffres de la dernière colonne du tableau, à savoir tout au plus un léger affaiblissement tendanciel, un peu plus marqué toutefois à Bruxelles. La « rupture de 1965 » prend ainsi une tout autre signification, qui implique, de la part de la gauche « classique », une profonde remise en question, mais exclut toute conclusion à un effritement progressif du « sentiment de gauche » dans notre pays. Cette dernière remarque serait certes encore renforcée si la démocratie chrétienne arrivait à une meilleure individualisation et affirmation de ses positions.

## II. LA PLACE DU P.C. EN WALLONIE ET A BRUXELLES

### A. INTRODUCTION.

L'analyse qui suit est menée sur base des résultats par arrondissement électoral (13 en Wallonie, plus l'ensemble des 8 cantons électoraux recouvrant les communes de Bruxelles-capitale). Elle se limite à 4 consultations caractéristiques :

1°) 1950 : le P.C. a dès lors perdu l'essentiel de son électorat flottant de l'après-guerre. Par ailleurs, la gauche (P.S. + P.C.) réalise un score proche de la moyenne de la période 1946-61 (6). L'année 50 est caractéristique de l'explication sociologique fournie de la répartition des suffrages par R.E. De Smet et R. Evalenko (2). Seuls quatre partis sont en présence. A l'intérieur de la gauche, l'électorat communiste représente 17 % de l'électorat socialiste en Wallonie, 13 % à Bruxelles ;

2°) 1958 : les résultats du P.C. sont les moins bons de toute la période de l'après-guerre. L'électorat communiste tombe à 9 % de l'électorat socialiste en Wallonie, à 6 % à Bruxelles ;

3°) 1965 : le P.C. recueille les fruits — différés — de sa lutte contre la loi unique et d'une ouverture politique acquise au congrès d'Anvers de 1963 (7). De la sorte, il se présente en cartel, électoralement peu efficace à Bruxelles avec l'U.G.S., plus payant en Hainaut, avec le P.W.T., et à Namur, avec le R.D.W. Le tout dans un contexte où la mobilisation pour les luttes est favorisée par la haute conjoncture, le faible niveau du chômage, alors qu'au contraire le P.S. est pénalisé par sa participation gouvernementale (8). La force communiste monte à 27 % de celle du P.S. en Wallonie, à 16 % à Bruxelles.

4°) 1978 : les dernières élections législatives. Le P.C. attire l'équivalent de 16 % de l'électorat socialiste en Wallonie, 19 % à Bruxelles.

(6) Résultats obtenus par le P.S. et le P.C. :

	1946	1949	1950	1954	1958	1961	Moyenne	1965
Royaume	45 %	37 %	40 %	42 %	39 %	40 %	41 %	33 %
Wallonie	59 %	50 %	54 %	56 %	52 %	53 %	54 %	45 %

(7) « Le P.C.B. a-t-il un projet de société? », *Cahiers marxistes*, XI, 84, 1980, pp. 20-21.

(8) Les participations gouvernementales du P.S. sont mal acceptées par l'électorat wallon, tant en période de récession ou de crise (1958, 1968, 1978, 1979) qu'en période de haute conjoncture et de radicalisation des luttes (1965). Elles ont été mieux acceptées en fin de longue période de prospérité, dans l'espoir sans doute de conserver au mieux les acquis de la période précédente (1971, 1974). Au début de la crise, les travailleurs se tournent en premier lieu vers leurs organisations les mieux connues.

## B. LE POIDS DU P.C. DANS LA GAUCHE.

Le tableau 3 montre le niveau de la corrélation entre les pourcentages obtenus par le P.C. dans les différents arrondissements wallons et à Bruxelles et ceux réalisés par le P.S., par l'ensemble P.S. + P.C. et, enfin, par l'ensemble de la gauche « classique » et « séparée », telle que définie au tableau 2 (9).

	Corrélation entre les résultats du P.C. et ceux du P.S.	de la gauche « classique »	de l'ensemble de la gauche « classique » et « séparée »
1950	0,66	0,80	0,80
1958	0,65	0,77	0,77
1965	0,72	0,88	0,84
1978	0,71	0,83	0,80

Tableau 3. Corrélation entre les résultats du P.C. et ceux de l'ensemble de la gauche. Wallonie et Bruxelles. (Les deux arrondissements luxembourgeois, où le P.C. ne s'est présenté ni en 1958, ni en 1965, ni en 1978, sont exclus; les deux arrondissements namurois sont exclus pour la même raison en 1958).

La corrélation est bonne entre les résultats socialistes et communistes. C'est là où le P.S. est le plus fort que le P.C. réalise également ses meilleurs résultats: la conscience de classe augmente en milieu prolétarien. La corrélation est encore meilleure entre les scores du P.C. et ceux de l'ensemble (P.C. + P.S.): cela traduit le fait que la distribution des forces entre le P.S. et le P.C. varie en outre géographiquement en fonction de traditions, de positions et de personnalités locales.

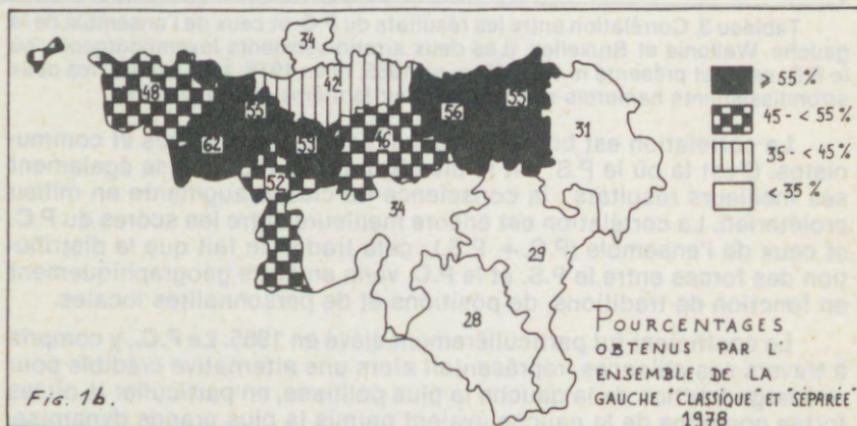
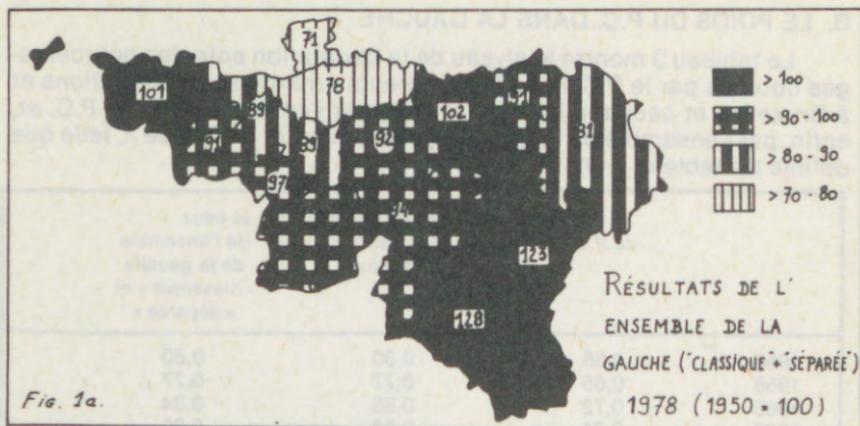
Le coefficient fut particulièrement élevé en 1965. Le P.C., y compris à travers ses alliances, représentait alors une alternative crédible pour une large fraction de la gauche la plus politisée, en particulier là où les fortes positions de la gauche avaient permis la plus grande dynamisation des luttes. Cette alternative a été ultérieurement mal relayée, comme le prouve l'absence de lendemains de la réussite namuroise (12 % des voix, en cartel, dans l'arrondissement de Namur et 5 % dans celui de Dinant-Philippeville en 1965: respectivement 3 et 1 % en 1978).

## C. LA RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES VOIX COMMUNISTES.

Construite sur les mêmes bases que le tableau 2, la figure 1a confirme que l'ensemble de la gauche (« classique » et « séparée ») s'est assez bien maintenu entre 1950 et 1978, sauf dans la région bruxelloise et ses extensions. Ce qui s'est passé à partir de 1965 est bien une redistribution des forces à l'intérieur de cet ensemble.

La figure 2 montre les fortes positions relatives initiales du P.C. à Mons, Liège, Charleroi, en Hainaut occidental et en Thudinie. L'évolution (fig. 2 et 3) indique le renforcement *relatif* du parti dans le Hainaut,

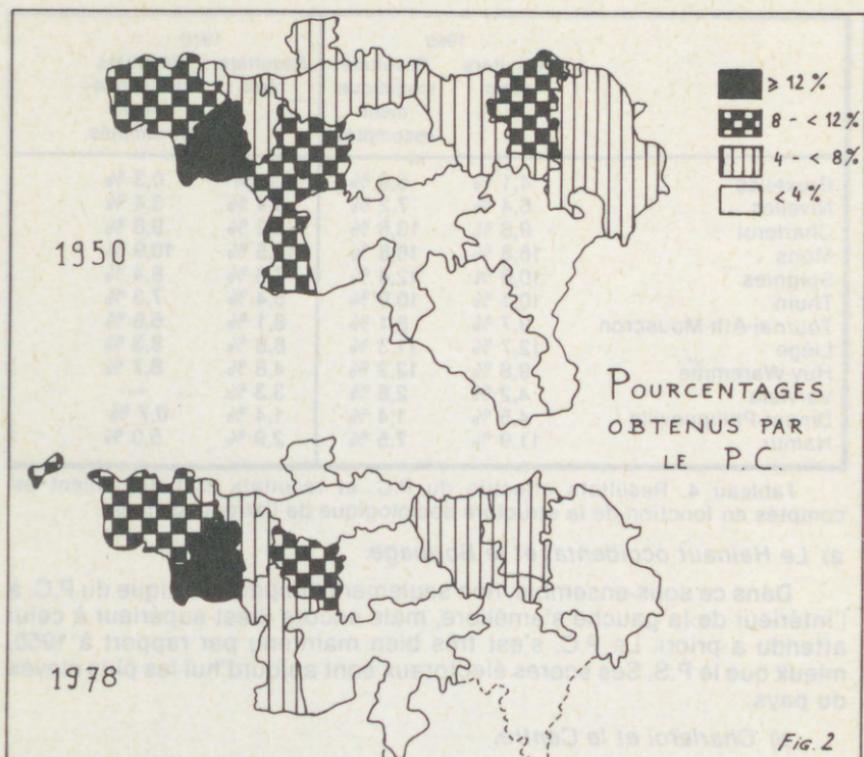
(9) Un coefficient de corrélation égal à 1 signifie une liaison statistique linéaire positive absolue entre deux phénomènes. Un coefficient égal à 0 signifie l'indépendance des deux séries de valeurs.



sauf en Thudinie, un affaiblissement relatif à Liège et dans la grande région bruxelloise, où se combinent les effets d'une tertiarisation accrue et des facteurs linguistiques. Il faut toutefois noter que le P.C. se maintient mieux que le P.S. à Bruxelles, alors que l'inverse vaut en Thudinie et à Liège.

Quant à la régression socialiste, elle apparaît assez indépendante de l'évolution communiste, mais par contre fortement liée aux succès de la « gauche séparée » (en particulier à Bruxelles et dans le Brabant wallon, à Namur, Charleroi et Thuin).

Ces constatations appellent une nouvelle interrogation. On a vu qu'il existait un lien statistique entre la force du P.C. et le poids de la gauche. Plus celle-ci est puissante, plus celui-là l'est. Toutefois, ce lien n'est que statistique : dans certains arrondissements, le P.C. fait mieux que les résultats statistiquement attendus en fonction du poids de la gauche (c'est-à-dire en fait en fonction de la structure sociologique de



l'arrondissement); dans d'autres il fait moins bien. La comparaison entre les résultats réels du P.C. et ceux statistiquement escomptés est donc politiquement intéressante (tableau 4).

Les conclusions essentielles tirées de l'analyse de ce tableau et des cartes sont synthétisées sur la fig. 4. Elles permettent de dresser une typologie de l'implantation électorale du P.C. et de son dynamisme.

1°) *Le Hainaut, sauf la Thudinie, et le Brabant.*

Dans cette zone, le rapport entre résultats réels et résultats escomptés, c'est-à-dire l'impact politique du P.C. à l'intérieur des milieux sociologiquement de gauche, s'est amélioré entre 1965 et 1978. On peut distinguer trois sous-ensembles :

	1965		1978	
	Résultats réels	Résultats statistiquement escomptés	Résultats réels	Résultats statistiquement escomptés
Bruxelles	4,1 %	5,9 %	3,0 %	0,3 %
Nivelles	6,4 %	7,2 %	3,4 %	3,4 %
Charleroi	9,8 %	13,6 %	8,2 %	9,8 %
Mons	16,8 %	16,8 %	12,5 %	10,9 %
Soignies	10,0 %	12,4 %	7,8 %	8,4 %
Thuin	10,1 %	10,9 %	5,4 %	7,3 %
Tournai-Ath-Mouscron	9,7 %	8,1 %	8,1 %	5,6 %
Liège	12,7 %	11,3 %	6,8 %	8,3 %
Huy-Waremme	9,8 %	12,2 %	4,8 %	8,7 %
Verviers	4,2 %	2,6 %	3,3 %	—
Dinant-Philippeville	4,5 %	1,4 %	1,4 %	0,7 %
Namur	11,9 %	7,5 %	2,9 %	5,0 %

Tableau 4. Résultats effectifs du P.C. et résultats statistiquement escomptés en fonction de la structure sociologique de l'arrondissement.

a) *Le Hainaut occidental et le Borinage.*

Dans ce sous-ensemble, non seulement l'impact politique du P.C. à l'intérieur de la gauche s'améliore, mais encore il est supérieur à celui attendu a priori. Le P.C. s'est très bien maintenu par rapport à 1950, mieux que le P.S. Ses scores électoraux sont aujourd'hui les plus élevés du pays.

b) *Charleroi et le Centre.*

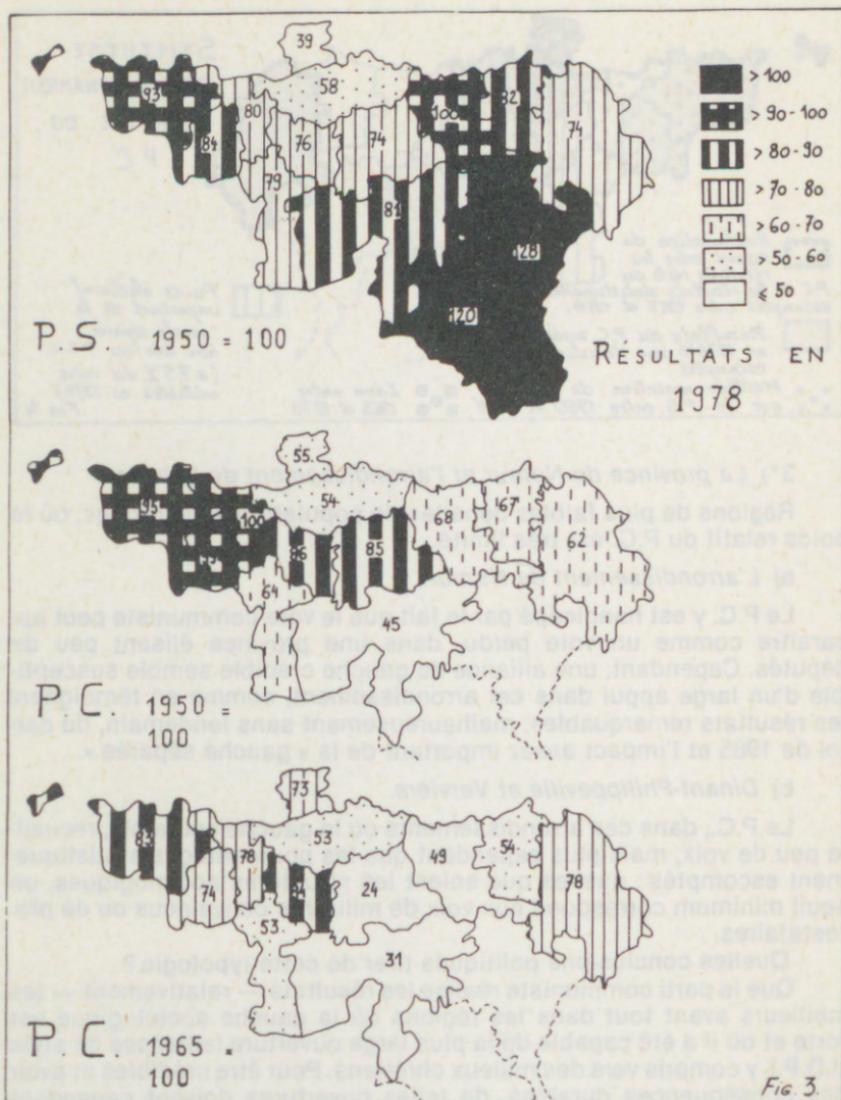
L'arrondissement de Charleroi est, avec le sous-ensemble précédent, caractérisé par les meilleurs résultats électoraux du pays. Sans doute, la perte par rapport à 1950 est-elle ici légèrement plus forte, mais il n'empêche que l'amélioration de l'impact politique relatif du P.C. à l'intérieur de la gauche depuis 1965 rapproche progressivement les résultats effectifs du P.C. des résultats escomptés, nonobstant le poids élevé de la « gauche séparée ».

L'arrondissement de Soignies présente des caractères intermédiaires entre ceux du premier sous-ensemble et ceux de l'arrondissement de Charleroi.

c) *Bruxelles et le Brabant wallon.*

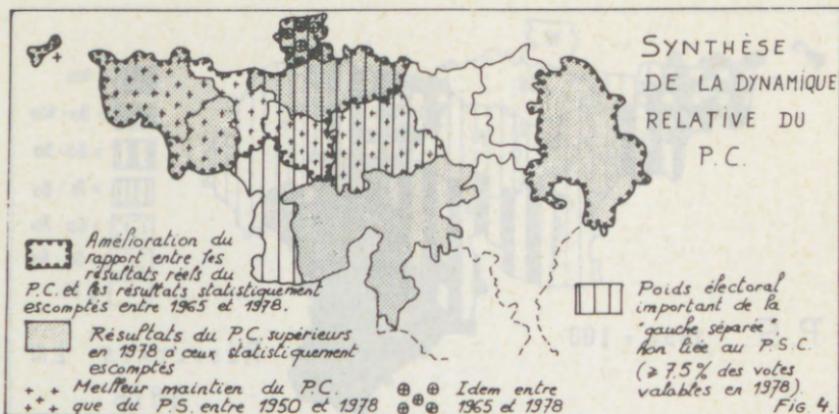
Les pourcentages obtenus ne sont pas ici fort élevés, encore que la masse des suffrages permette l'élection d'un député.

Le déclin du P.C. est plus lié ici au déclin de la gauche en général, par modification sociologique de l'électorat, qu'à une détérioration de son impact parmi la gauche, malgré la puissance de la tentation du vote linguistique. On peut supposer que ces résultats du P.C. sont largement acquis grâce à une certaine pénétration dans les milieux intellectuels de gauche, surreprésentés dans ce sous-ensemble. Dans l'arrondissement de Nivelles, la suburbanisation conduit progressivement à des comportements de type bruxellois, encore que le déclin du P.S. y soit un peu moins brutal, du fait de la subsistance de noyaux ouvriers (Tubize, Court-Saint-Etienne, etc...).



## 2°) Liège, Huy-Waremme et la Thudinie.

Dans ces sous-ensembles, non seulement les bonnes positions initiales du P.C. se sont fortement détériorées, en particulier après 1965, mais encore le parti ne réalise pas l'impact escompté à l'intérieur de la gauche sociologique. En outre, il s'est affaibli proportionnellement plus que le P.S. depuis 1950. Cette situation est d'autant plus inquiétante en ce qui concerne la région liégeoise que la concurrence de la « gauche séparée » y est réduite, à l'inverse de la Thudinie.



### 3°) La province de Namur et l'arrondissement de Verviers.

Régions de plus faibles densités de population, plus rurales, où le poids relatif du P.C. est très limité.

#### a) L'arrondissement de Namur.

Le P.C. y est handicapé par le fait que le vote communiste peut apparaître comme un vote perdu, dans une province élisant peu de députés. Cependant, une alliance de gauche crédible semble susceptible d'un large appui dans cet arrondissement, comme en témoignent les résultats remarquables, malheureusement sans lendemain, du cartel de 1965 et l'impact assez important de la « gauche séparée ».

#### b) Dinant-Philippeville et Verviers.

Le P.C., dans ces arrondissements où la gauche est faible, recueille le peu de voix, mais plus cependant que les pourcentages statistiquement escomptés : quelles que soient les structures sociologiques, un seuil minimum correspond aux voix de militants convaincus ou de protestataires.

Quelles conclusions politiques tirer de cette typologie ?

Que le parti communiste réalise les résultats — relativement — les meilleurs avant tout dans les régions où la gauche sociologique est forte et où il a été capable de la plus large ouverture (alliances de style U.D.P.), y compris vers des milieux chrétiens. Pour être crédibles et avoir des conséquences durables, de telles ouvertures doivent cependant être susceptibles de faire élire un député, ce qui ne fut pas le cas dans la province de Namur.

Que par ailleurs, il garde un certain impact parmi la gauche intellectuelle bruxelloise. Ici, une analyse plus fine, au niveau des cantons électoraux, ou même à celui des élections communales, mériterait d'être poursuivie.

Que par contre une évolution inquiétante se dessine à Liège et en Thudinie, au départ de positions pourtant fortes, ce qui aggrave l'impact des reculs. N'y a-t-il pas là l'effet d'une insuffisante attention portée aux thèses du congrès d'Ostende de 1968 (10), d'une insuffisante

(10) « Le P.C.B. a-t-il un projet de société ? », *Cahiers marxistes*, XI, 84, 1980, pp. 23-24.

prise en compte de l'évolution *qualitative* des revendications intervenue au sein de la classe ouvrière, parmi les jeunes générations et les mouvements nouveaux de contestation, d'un excessif repli sur soi? A une échelle modeste, il importe de méditer les paroles de Jean Garcia, secrétaire fédéral du P.C.F. pour la Seine-Saint-Denis, prononcées à la tribune du XXIII<sup>e</sup> Congrès : « Il n'y a pas de bastions ». Jean Garcia concluait en soulignant la nécessité pour les militants des soi-disant bastions de développer leur activité et d'être attentifs aux besoins qui s'expriment dans la population.

Annexe : Résultats électoraux (Chambre des Représentants et Elections Européennes de 1979) depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

R = Royaume W = Wallonie B = Bruxelles F = Flandre

POURCENTAGE DES VOTES VALABLES

		1946	1949	1950	1954	1958	1961	1965	1968	1971	1974	1977	1978	1979
Div. extr. gauche	R	0,1	—	—	—	—	—	0,5	0,2	0,1	0,4	0,7	1,0	1,6
	W	0,1	—	—	—	—	—	1,0	0,1	0,2	0,0	0,3	0,5	1,9
	B	—	—	—	—	—	—	1,1	0,8	—	—	0,4	0,5	2,0
	F	—	—	—	—	—	—	0,0	0,1	0,1	0,7	1,0	1,3	1,4
PCB-KPB	R	12,7	7,5	4,7	3,6	1,9	3,1	4,6	3,3	3,1	3,2	2,7	3,3	2,7
	W	21,5	12,6	7,8	6,7	4,5	6,4	9,5	6,9	5,8	5,8	5,4	5,8	5,6
	B	17,4	9,5	5,5	3,7	2,7	3,6	4,1	2,4	2,8	4,0	2,7	3,0	2,5
	F	5,5	3,6	2,5	1,5	0,1	1,0	1,7	1,4	1,6	1,6	1,3	1,9	1,2
PSB-BSP et dissidences	R	32,5	29,8	35,5	38,7	36,8	36,7	28,6	28,0	27,2	26,7	26,8	25,4	23,4
	W	37,5	37,8	46,0	49,4	47,7	46,4	35,2	34,5	34,4	36,8	38,4	36,7	31,0
	B	35,4	29,4	41,4	45,1	42,9	41,6	26,3	20,0	20,7	20,5	17,0	16,2	14,1
	F	28,3	24,4	27,0	30,1	28,7	29,7	25,1	26,0	24,6	22,3	22,4	21,1	21,2
Ecologistes et féministes	R	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	0,3	0,5	0,8	3,6
	W	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	0,2	0,7	1,3	5,2
	B	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,7	1,7	2,0	5,1
	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,3	0,1	0,4	2,4
FDF, RW mouvements wallons	R	0,1	0,1	—	—	—	0,1	2,5	6,0	11,6	10,2	7,3	7,1	7,6
	W	0,2	0,2	—	—	—	0,2	3,6	10,8	20,9	18,5	9,8	9,3	14,1
	B	—	0,4	—	—	—	0,2	10,0	18,6	37,0	33,6	34,6	35,4	29,8
	F	—	0,0	—	—	—	0,0	0,1	0,2	0,6	0,5	0,5	0,5	0,3
Libéraux et dissidences	R	9,6	15,3	12,0	13,0	11,9	12,4	21,6	20,9	16,5	16,1	15,7	16,6	16,6
	W	10,2	14,7	12,5	12,7	11,5	11,8	25,4	26,7	17,7	15,5	19,2	17,4	18,0
	B	13,4	24,9	18,4	19,4	18,2	17,0	33,4	26,3	13,5	11,8	11,7	10,2	19,7
	F	8,4	13,3	10,1	11,6	10,7	11,7	16,6	16,2	16,5	17,4	14,5	17,4	15,3
PSC-CVP et dissidences catholiques	R	44,7	43,6	47,7	42,0	46,7	41,5	34,7	31,7	30,1	32,3	35,9	36,3	37,7
	W	30,5	32,0	33,8	30,6	35,1	31,0	24,6	20,9	20,5	22,6	25,7	26,9	23,7
	B	32,9	31,0	34,7	30,3	33,5	28,0	19,6	27,6	20,1	22,7	24,0	24,1	22,8
	F	57,3	54,6	60,3	52,2	56,9	50,9	44,3	39,1	37,8	39,9	44,0	43,7	47,7
Mouvements flamands	R	—	2,1	—	2,2	2,0	3,5	6,9	9,8	11,1	10,2	10,0	8,4	6,6
	W	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,1	0,1	0,1	—
	B	—	1,5	—	0,9	1,1	1,7	2,2	4,3	5,7	6,2	7,1	5,2	3,8
	F	—	3,6	—	3,9	3,5	6,0	12,0	16,9	18,8	16,8	16,1	13,5	10,5
Mouvements allemands	R	—	—	—	—	—	—	—	—	0,2	0,2	0,1	0,2	—
	W	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5	0,5	0,4	0,5	—
Indépendants et divers centre-droite et droite	R	0,4	1,7	0,1	0,6	0,7	2,8	0,7	0,1	0,2	0,4	0,2	1,0	0,2
	W	0,0	2,7	—	0,5	1,3	4,3	0,7	—	0,1	0,1	0,1	1,5	0,5
	B	0,8	3,3	—	0,6	1,6	7,9	3,2	—	0,2	0,5	0,8	3,4	0,3
	F	0,6	0,6	0,1	0,7	0,1	0,6	0,1	0,2	0,2	0,5	0,2	0,3	0,0

Les dissidences ont été regroupées avec les familles politiques dont elles sont issues. La dissidence grippiste a été regroupée avec les « divers extrême-gauche ». L'U.D.B., d'inspiration travailliste, de 1946 a été regroupée avec la famille social-chrétienne, encore que certains membres influents de cet éphémère regroupement étaient libre-exaministes.

La région bruxelloise déborde des 19 communes et est formée des 8 cantons électoraux d'Anderlecht, Bruxelles, Ixelles, Molenbeek, Saint-Gilles, Saint-Josse, Schaerbeek et Uccle. Les résultats pour la Wallonie ne tiennent compte des cantons de Mouscron et de Comines qu'à dater de leur rattachement à l'arrondissement de Tournai-Ath.

Dans l'interprétation des résultats, il faut tenir compte que le PCB ne s'est pas présenté en Flandre en 1958 (sauf dans le Brabant), ni en Limbourg entre 1954 et 1968, dans certains arrondissements de Flandre occidentale et orientale en 1961, 1968, 1971, 1974, dans le Luxembourg depuis 1954. Par ailleurs, les résultats des cartels avec l'U.G.S., le P.W.T. et le R.D.W. (en 1965) ou dans le cadre de l'U.D.P. (en 1971, 1974 et 1977) ont été entièrement attribués au P.C.B. Nous avons par contre dissocié les résultats des cartels P.S.B-P.L. dans le Limbourg et le Luxembourg (en 1946, 1950, 1954 et 1958, sur base des résultats respectifs de ces deux partis en 1949), du cartel F.D.F-P.L. à Bruxelles en 1971 et 1974 (sur base des résultats de 1977) et P.S.B.-R.W. dans le Luxembourg en 1977 (sur base des résultats de 1974).



« Oxygène », rue de la Poste, 228 — 1000 Bruxelles (tél. 02/232.33.35)  
Magazine de jeunesse en vente dans les bonnes librairies (30 F)

# Dialogue sur le désarmement nucléaire

*Le dossier des euromissiles reste un dossier brûlant. Ce n'est pas sans peine et sans résistances atlantiques que le gouvernement belge a consenti à reporter sa décision à la rentrée parlementaire, plus précisément à la lier au débat à la Chambre sur le budget des Affaires étrangères. On sait que de nombreuses organisations et un nombre important de personnalités belges ont appelé le gouvernement à dire non au déploiement des missiles nucléaires sur notre territoire — ou tout au moins à procéder avant toute décision à des échanges de vues avec des pays de l'Est. C'est qu'au-delà des engins à installer ou à ne pas installer sur le sol belge l'enjeu est considérable : un oui aux euromissiles serait un pas de plus dans la voie du surarmement, dans la voie de la politique des blocs, dans l'assujettissement de l'Europe capitaliste aux Etats-Unis.*

*La tension internationale et les risques de voir l'Europe devenir le théâtre d'un affrontement nucléaire suscitent ailleurs que chez nous des initiatives originales. Aux Pays-Bas, le poids de l'opinion publique a déterminé les autorités à se prononcer dès le 12 septembre 1979 pour un moratoire de deux ans. De Grande-Bretagne est partie une campagne pour le désarmement nucléaire européen (European Nuclear Disarmament — END) qui, sous l'égide de la Bertrand Russel Foundation, tente de nouer un dialogue entre personnalités de l'Ouest et de l'Est. C'est dans ce cadre que nous est parvenu un document peu ordinaire et — si on veut — peu « orthodoxe » : un échange de vues entre deux interlocuteurs qui n'expriment pas le point de vue officiel de leur pays. Ce sont deux historiens : le Britannique E.P. Thompson, le Soviétique Roy Medvedev.*

*Si ce texte peut à certains égards justifier des réserves ou des interrogations, il nous paraît néanmoins, tel quel, de nature à intéresser les lecteurs des CM.*

**Thompson :** Le sentiment grandit en Europe occidentale que la civilisation elle-même est menacée par la montée rapide de la production et la recherche d'armes de mort — nucléaires, chimiques et autres. Dans quelle mesure cela est-il ressenti et perçu de la même manière par les citoyens soviétiques ?

**Roy Medvedev :** Quand nous examinons l'attitude générale de l'Union soviétique à l'égard des armes modernes de destruction massive, nous ne pouvons pas parler des citoyens soviétiques exactement de la même manière que des Britanniques ou des Américains. En URSS, le grand public n'est pas très informé de ces problèmes et la presse soviétique reflète seulement les informations officielles. La grande presse, ici, présente ces problèmes comme incombant à la responsabilité de l'Ouest et non de l'URSS. L'Union soviétique apparaît comme le pays qui est *forcé de développer* tous ces armements pour répondre à l'accroissement (par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, etc.) d'armements dirigés contre l'URSS.

Il y a une bonne part de vrai dans cette image. Les premières bombes atomiques furent fabriquées et utilisées par les USA. Pendant plusieurs décennies les Etats-Unis se trouvaient en tête pour l'accumulation d'un arsenal nucléaire et pour le développement de nouveaux types d'armes nucléaires (telles que la bombe à neutrons). Immédiatement après la deuxième guerre, les Etats-Unis ont développé le thermonucléaire (la bombe H) et l'URSS a seulement suivi dans cette voie. L'Ouest — l'Allemagne nazie d'abord, les USA ensuite — fut le premier à développer les systèmes de missiles-fusées, les bombardiers stratégiques à grand rayon d'action, etc. En 1946, juste après la capitulation de l'Allemagne et du Japon, l'Union soviétique ne possédait ni armes atomiques, ni missiles, ni bombardiers stratégiques : l'armée soviétique disposait seulement d'armes qu'on considère aujourd'hui comme « tactiques » et « conventionnelles ». Tout le système d'armements « stratégiques » fut développé d'abord à l'Ouest où il fut ensuite modernisé et accumulé.

Par conséquent, pendant de nombreuses années, l'attitude générale en URSS fut surtout défensive, dans le sens technique du terme. Le changement du rapport de forces stratégiques en faveur de l'URSS — c'est-à-dire la réduction de « l'écart » et l'approche de la « parité » — est relativement récent et il ne s'est pas encore reflété sous la forme de l'apparition d'un sentiment antiarmements dans la masse de la population de mon pays. Si les nations occidentales entreprennent des mesures sérieuses pour ralentir la course aux armements, le public soviétique commencera certainement alors à ressentir que nous devrions faire de même. Néanmoins, quand des gens parlent aujourd'hui de « menace soviétique » dans le sens militaro-technique, ils devraient se souvenir que le passage de l'infériorité de l'URSS à une supériorité (dans certains domaines) s'est seulement produite il y a quelques années — ce ne fut jamais le cas entre 1945 et 1970. Même à présent, les systèmes d'armements les plus sophistiqués ont été développés d'abord aux Etats-Unis : c'est le cas pour les sous-marins à missiles nucléaires (USA et Grande-Bretagne), pour le napalm, etc. Jusqu'en 1975, l'Union soviétique ne possédait pas un seul porte-avions. L'Union soviétique est plus

forte dans quelques systèmes militaires conventionnels (créés à l'origine en URSS) mais aussi longtemps que les Etats-Unis conservent leur avance technologique dans les domaines stratégiques (missiles de croisière, le projet de fusées MX), l'attitude générale des citoyens ordinaires changera peu en URSS.

**Thompson :** Beaucoup de nous en Occident estimons que la course aux armements possède une impulsion et une inertie propres, indépendantes de considérations politiques et diplomatiques directes, et résulte de pressions techniques, militaires et autres. C'est ainsi que les décisions qui ont conduit à la vague actuelle de réarmement nucléaire — l'introduction des missiles SS-20 et des prochains missiles de l'OTAN Cruise et Pershing II — furent prises, non pas en réponse aux crises actuelles mais pendant les années de détente. Quelle est votre explication à ce sujet ?

**Roy Medvedev :** Cette impulsion « indépendante » s'effectue certes mais cela n'est pas vu de cette façon par le citoyen soviétique ordinaire. La propagande soviétique ne fait pas de distinction entre les pressions des complexes technico-militaires — disons aux Etats-Unis — et les actions du gouvernement américain. En URSS, le parti communiste, organisation politique, domine tous les aspects de la vie et de l'activité de la nation : que ce soit dans le domaine de l'idéologie, dans l'économie, dans le domaine militaire ou dans celui de l'éducation. Aux Etats-Unis, la domination idéologique ou politique d'un parti ne prend pas cette forme et le gouvernement est plus sujet à l'influence de « lobbies » industriels, militaires, techniques ou autres. Je crois qu'en URSS, le développement militaire et technique fait partie, dans un certain sens, de la politique officielle du gouvernement — il est le reflet direct d'attitudes politiques — tandis qu'aux Etats-Unis, la pression militaire, technique et industrielle se développe plus par elle-même de façon autonome. Les gouvernements américain et britannique sont moins capables de modifier les priorités industrielles ou techniques et d'intervenir dans la planification et le développement du complexe militaro-industriel.

**Thompson :** Même si Salt II est ratifié par le Sénat américain, on estime que le nombre d'ogives nucléaires stratégiques déployées par les superpuissances passera de 14.200 en 1979 à 23.000 ou 24.000 en 1985. A notre avis, cela porte à croire que les accords de contrôle des armements des grandes puissances sont, à eux seuls, inadéquats. Une initiative populaire générale, tant à l'Ouest qu'à l'Est, est donc essentielle. Partagez-vous ce point de vue ?

**Roy Medvedev :** Personnellement, je partage complètement ce point de vue. Malheureusement, le chiffre précis du nombre d'ogives nucléaires ne signifie pas grand-chose pour la masse de la population de mon pays. De plus, les moyens de promouvoir « une initiative populaire générale » n'existent pas en URSS — nous n'avons ni presse indépendante et libre, ni mouvements populaires indépendants du contrôle du parti et du gouvernement. Par conséquent, ni le grand public ni les intellectuels ne peuvent organiser un mouvement de masse qui expri-

merait une opposition à la politique officielle. Quelques individus peuvent exprimer cette opposition, mais leur influence n'est pas grande.

**Thompson :** Des mouvements populaires se développent aujourd'hui en Europe occidentale contre la modernisation des armements de l'OTAN, et aussi aux Etats-Unis contre le projet de missiles MX. Ce ne sont pas des mouvements « pro-soviétiques » : ce sont des mouvements en faveur d'une détente véritable, du désarmement et de la survie de l'humanité. Rien ne nous encouragerait plus que des mouvements analogues en Union soviétique et dans l'Europe de l'Est contre vos propres armements. En voyez-vous la possibilité ?

**Roy Medvedev :** J'ai déjà répondu à cette question — la population soviétique ne peut pas encore développer des mouvements de masse indépendants et elle est pauvrement informée sur la quantité et la qualité de l'arsenal militaire soviétique. Il n'y a pas de débats publics sur les nouveaux systèmes d'armements, les budgets militaires, les nouveaux modèles, leur raison, etc. Si l'opinion publique occidentale peut influencer ses propres gouvernements, alors — par voie de négociations au niveau gouvernemental — l'Union soviétique pourra suivre ces initiatives. Mais je considère comme irréaliste, à ce moment, de s'attendre à ce que la politique soviétique officielle change à la suite d'un débat public et d'une pression venant d'en bas.

**Thompson :** Votre appui à l'appel pour le Désarmement Nucléaire Européen (END) nous encourage beaucoup. Une raison de l'échec dans le passé des mouvements pour la paix et la démocratie est qu'ils se sont trouvés isolés comme paraissant « pro-américains » ou « pro-soviétiques », c'est-à-dire comme servant les intérêts de l'un ou l'autre bloc. L'END entend briser ces limites en encourageant les échanges de vues entre les citoyens sans l'entremise de représentants officiels ou quasi-officiels d'Etats, de partis, etc. — c'est-à-dire en encourageant la communication et la discussion honnêtes des divergences, en échangeant mutuellement des propositions. Croyez-vous qu'une telle stratégie soit possible ?

**Roy Medvedev :** La stratégie de l'END visant à encourager la communication et la discussion entre citoyens de l'Ouest et de l'Est est bonne et elle est nouvelle. Mais je ne crois pas qu'elle ait une chance réelle d'aboutir juste maintenant alors que la campagne pour boycotter les Jeux Olympiques de Moscou a été organisée officiellement par les Etats-Unis, l'Allemagne occidentale, le gouvernement britannique et beaucoup d'autres groupes occidentaux. Si le gouvernement des Etats-Unis s'efforce de boycotter un événement sportif pacifique et de réduire toutes les formes de communication entre citoyens, athlètes, scientifiques, intellectuels et autres Américains et leurs collègues soviétiques, les chances de promouvoir des échanges « entre citoyens sans l'entremise de représentants officiels des Etats, partis, etc. » sont maigres pour le moment et risquent d'être sérieusement endommagées pour encore longtemps.

Les citoyens soviétiques n'ont presque pas l'occasion de voyager librement à l'étranger — probablement moins de 1 % de la population soviétique a vu un pays étranger au cours de son existence. Par consé-

quent, si les gouvernements occidentaux font tout ce qu'ils peuvent pour dissuader les citoyens américains, britanniques, allemands et d'autres pays de visiter l'URSS et d'y établir une « communication directe » même pour une coopération sportive, artistique ou scientifique, la possibilité d'un large dialogue de quelque sorte sur le désarmement — d'un échange d'informations et d'opinions sur les problèmes des perspectives militaro-économiques qui paraissent encore très délicats du point de vue soviétique — cette possibilité peut difficilement sembler sérieuse. Quand le boycott et l'embargo sont prioritaires pour la politique étrangère américaine, un dialogue sur le désarmement n'est guère concevable. Le nouveau climat de « guerre froide » a rendu la coopération entre les peuples au niveau des simples citoyens beaucoup plus difficile.

**Thompson :** Il ne fait pas de doute que l'intervention soviétique en Afghanistan a consterné beaucoup de partisans du désarmement et de la détente. Comment pouvons-nous travailler ensemble pour assurer le retrait des troupes soviétiques et pour garantir l'indépendance des pays non-alignés de l'Asie du Sud ?

**Roy Medvedev :** J'ai été très peiné et troublé par l'action soviétique en Afghanistan. Mais je ne considère pas qu'il s'agit là d'un événement isolé, ni d'un événement qui a donné le coup de départ de la nouvelle « guerre froide ». Les rapports entre l'URSS et les USA ont commencé à se détériorer beaucoup plus tôt : Salt II fut, en effet, rejeté par le Sénat américain bien avant que les événements ne deviennent critiques en Afghanistan, et la coopération militaire entre les Etats-Unis et la Chine (n'oubliez pas non plus la coopération militaire entre la Grande-Bretagne et la Chine), qui est certainement dirigée contre l'URSS, date de bien avant le 26 décembre 1979. La nouvelle poussée antisoviétique dans la politique des Etats-Unis a été évidente depuis plus de deux ans, et le désarmement et la détente se trouvaient gravement en danger bien avant que les troupes soviétiques ne franchissent la frontière afghane. Je ne crois pas que l'affaire de l'Afghanistan, dans toute sa complexité, puisse être isolée de toute une série d'événements qui l'ont précédée, y compris la malencontreuse « leçon » militaire infligée par la Chine au Vietnam.

**Thompson :** A notre avis, la décision de l'OTAN de moderniser son armement nucléaire prise le 12 décembre 1979 à Bruxelles a renforcé les arguments en faveur d'une attitude « dure » parmi les dirigeants soviétiques et ouvert la voie aux actions soviétiques en Afghanistan deux semaines plus tard. Croyez-vous qu'il y ait quelque vérité en ceci ?

**Roy Medvedev :** A vrai dire, non. Je ne crois pas que les décisions de l'OTAN furent à ce point décisives si on les considère à part. Elles faisaient partie d'un dessein général du développement de la guerre froide. La décision de l'OTAN était en préparation depuis des mois et l'action militaire soviétique était aussi en préparation depuis plus de deux semaines. A mon avis, le sort de l'Afghanistan fut décidé comme possibilité peu après l'assassinat du président Taraki par Amin, assassinat qui fut suivi de l'intensification d'une rébellion désordonnée contre le régime d'Amin. Il devint clair que les rebelles afghans seraient capables de renverser le régime brutal d'Amin — probablement après

quelques mois de guerre civile — mais que les rebelles anti-Amin n'avaient ni unité politique ni programme et seraient incapables d'assurer une nouvelle administration stable et neutre dans le pays à moins de recevoir l'aide directe de quelque allié puissant. Il était inévitable que soit la Chine soit les Etats-Unis soutiendraient le nouveau régime à Kaboul dans le cas de la chute d'Amin.

Il est notoire que le voyage en Chine du secrétaire à la Défense Brown fut décidé longtemps avant l'action soviétique en Afghanistan — il lui fut donné une large publicité et il avait été précédé par la visite d'un antisoviétisme provocant de Brzezinski, le conseiller national à la sécurité du président Carter, en Chine et de celle de représentants militaires britanniques. Il était clair pour les dirigeants soviétiques que le problème de l'Afghanistan serait à l'ordre du jour dans les discussions entre Brown et les dirigeants chinois. Ces événements, s'ajoutant à la décision de l'OTAN, ont contribué à la décision soviétique de recourir à un choix militaire en Afghanistan. Mais la décision de l'OTAN fut probablement le dernier coup qui élimina le sentiment que des accords raisonnables en Europe pourraient au moins être possibles. Elle créa une situation où il ne restait plus rien à perdre.

Des changements de régime s'étaient produits en Afghanistan plusieurs fois avant 1979, mais l'URSS n'était jamais intervenue directement parce que ces changements n'avaient pas entraîné l'avènement de régimes soit pro-chinois soit pro-américains. En 1979 et 1980, la situation était différente — la « guerre froide » s'aggravait déjà et les relations URSS-USA aussi bien que les relations URSS-Chine étaient déjà à leur point le plus bas. La décision de l'OTAN peut certes avoir précipité le recours à des mesures militaires en Afghanistan, mais dans une perspective à long terme d'autres facteurs sont plus significatifs : les craintes soviétiques d'une domination chinoise dans cette région ou l'exploitation par les Etats-Unis de l'anarchie résultant d'une guerre civile. Et n'oubliez pas que d'autres éléments sont également intervenus : la montée quasi-hystérique de l'hostilité entre l'Iran et les Etats-Unis depuis le début de novembre 1979, la décision des Etats-Unis concernant une force militaire spéciale pour l'Océan Indien et le Moyen-Orient, la recherche forcenée de bases militaires dans cette région — tout cela a rendu plausibles les craintes soviétiques que la chute du régime Amin conduirait inévitablement à la pénétration américaine en Afghanistan.

**Thompson :** Les propositions pour le Désarmement Nucléaire Européen ont été établies après des discussions menées parmi des représentants de mouvements en faveur de la paix et d'organisations ouvrières d'Europe occidentale. Nous n'avons nullement le droit de dicter ce qui devrait être une stratégie commune Est-Ouest. Avez-vous vous-même un avis et des propositions concernant la façon dont une telle stratégie commune pourrait être développée et améliorée ?

**Roy Medvedev :** Comme vous le savez, j'appuie vos propositions et votre stratégie, bien que j'aie déjà fait remarquer que le développement d'une coopération directe entre de tels mouvements de l'Ouest et de l'Est puisse être plus lent et plus difficile que vous le supposez. Aussi bien mon frère Zhores que moi avons signé votre Appel et nous approu-

vons les perspectives qu'il trace. Il y a toutefois deux questions importantes sur lesquelles je voudrais attirer votre attention. D'abord qu'une condition minimale pour qu'il y ait un mouvement commun en faveur de la paix est la ratification de l'accord Salt II. Cet accord reste certes nettement en-deçà de ce qui est nécessaire. Mais si le mouvement pour la paix en Occident n'est pas assez puissant pour obliger les Etats-Unis à se conformer même à cet accord limité, les citoyens soviétiques n'auront guère confiance dans la capacité effective de ce mouvement. Si Salt II est ratifié, alors nous pourrions avancer vers une action en faveur d'un désarmement plus étendu.

En second lieu, je ne crois pas que le mouvement en faveur de la paix en Occident comprenne complètement la signification de la « carte chinoise » que les milieux militaires et diplomatiques occidentaux jouent ces derniers mois. L'illusion pourrait même exister qu'en jouant la « carte chinoise », la tension pourrait être écartée de l'Europe occidentale et localisée dans une confrontation URSS-Chine en Extrême-Orient. Ce serait une illusion très dangereuse car cette localisation ne se réaliserait pas en réalité. J'espère que vous pourrez faire comprendre aux gouvernements occidentaux le danger extrême de ce jeu qui a déjà accentué la tension générale et suscité un sentiment d'être encerclés et menacés parmi les dirigeants soviétiques — en fait chez le peuple soviétique dans son ensemble.

**A paraître dans de prochaines livraisons :**

150 ans d'histoire de Belgique

Journaux patronaux d'entreprise

Sciences et dialectique : un entretien avec le professeur  
J.P. De Waele

L'Arélerland, c'est quoi ?

Information : l'imaginaire et le réel

# A LIVRES OUVERTS

## LE PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE (1921-1944)

Les Cahiers Marxistes ont publié, en numéro hors série, les actes de la Journée d'Etude du 28 avril 1979 consacrée au parti communiste de Belgique — de la formation à 1944 — par le Collectif d'Histoire et d'Etudes Marxistes (CHEMA).

La lecture en est attachante pour ceux qui veulent mieux comprendre les origines, l'action et les vicissitudes d'un mouvement qui, jusqu'à présent, n'a guère fait l'objet d'études. La « mémoire » d'un parti est évidemment précieuse pour le militant qui désire connaître son identité. N'a-t-on pas dit qu'un parti sans mémoire était condamné à répéter les mêmes erreurs. Mais elle présente aussi de l'intérêt pour ceux qui se préoccupent de la vie sociale et politique de notre pays, la naissance et l'action du PCB ne pouvant être séparées des événements liés à notre histoire nationale.

Les promoteurs de la journée s'avançaient à terrain découvert, sur des terres fort peu défrichées. D'entrée de jeu ils ont pris la précaution d'indiquer l'objet de leur initiative et sa problématique : faire le bilan de ce qui est connu et situer les zones d'ombres, les points litigieux. Ensuite garantir à l'étude une articulation constante avec celle de la société belge dans son ensemble. Enfin justifier un appel à la documentation, au rassemblement des archives et des témoignages.

La méthode choisie était originale. Tout en réunissant des « spécialistes », des historiens communistes et non communistes qui se réclament d'une approche marxiste et réagissent contre

la pratique traditionnellement individualiste de l'histoire, on faisait appel à des « acteurs » de la période considérée, au concours de militants politiques engagés.

Les participants, après avoir reçu un questionnaire, étaient invités à réagir à trois communications concernant les trois périodes définies : l'origine et la fondation du PCB, l'entre deux guerres, la guerre et la libération. Les débats devaient donc couvrir les années 21 à 44. Une matière vaste. La discussion devait s'articuler autour d'un thème central : à quels moments, de quelle façon et dans quelle mesure la présence et l'action du PCB ont-elles eu des effets sensibles sur le cours de l'Histoire politique et sociale de la Belgique ? Y a-t-il eu des constantes même partielles et limitées qu'on pourrait appeler « permanence » communiste depuis 1921 ? Peut-on tracer un bilan global de cette permanence ?

Ceux qui souhaitaient une « histoire » classique du mouvement, bien articulée et étroitement didactique, seront sans doute déçus. Il y a cependant dans les actes une abondante matière à réflexion même et surtout si certaines questions abordées n'ont pas encore reçu de réponses suffisamment précises et nécessairement convaincantes. On y apprend beaucoup de choses et de nouveaux problèmes se dégagent, qui demandent des examens plus attentifs. C'est en fin de compte le propre d'une recherche qui pour être féconde doit rester ouverte. Les participants ont abordé les problèmes avec une grande ouverture d'esprit teintée parfois d'un sens aigu de la polémique. Sans doute, pour une première expérience, la matière abordée était-elle très, peut-être trop, vaste. Ainsi n'a-t-on pas, à mon sens, mis suffisamment en lumière, le poids des réalités nationales et régionales. Certaines questions

ont été survolées et nous attendons de l'équipe de CHEMA qui a eu le courage d'entamer ce travail, qu'il le poursuive et nous aide à répondre aux nombreuses interrogations. La moindre n'est pas de se demander pourquoi le PCB n'est pas devenu un grand parti alors qu'à certaines époques de notre histoire il a pesé sur les événements et joué un rôle non négligeable, bénéficiant d'un appui populaire incontestable. Les débats ont montré qu'il serait un peu court de tout expliquer par le poids de certaines décisions de l'Internationale communiste.

Les objectifs que s'assignaient les promoteurs de la rencontre ont-ils été atteints? Incontestablement les axes d'une recherche future sont dégagés avec plus de précision. A-t-on posé les jalons d'une histoire marxiste du parti communiste? Les conclusions du colloque ont souligné qu'on en était au début, et qu'un travail de ce genre demande des contributions plus vastes, mettant en œuvre d'autres disciplines. Quant à l'appel à la « documentation » il faut souhaiter qu'il soit entendu. La collaboration entre chercheurs et acteurs est particulièrement précieuse. Elle s'est nouée. L'histoire n'est point la servante de la politique. Son but n'est point de défendre et illustrer les prises de position du passé mais de les situer dans leur contexte, de permettre une prise de conscience qui aide à la réflexion et arme la pratique contemporaine.

Dès à présent, chacun trouvera, sans être pour autant historien, nous l'avons déjà souligné, matière à s'interroger. Une longue bibliographie, qui devra sans doute être complétée, rassemble les publications éditées sous les auspices du PCB-KPB et tente d'inventorier les études et articles à caractère historique, politique ou sociologique sur le PCB-KPB. Les matériaux se rassemblent ainsi avec sérieux pour poursuivre la tâche.

Pour notre part, et dans le désordre,

pointons toute une série de questions qui se dégagent de la journée. Que faut-il penser d'un certain « apolitisme » ambiant, du peu de goût pour la théorie et la doctrine qui caractérise le mouvement ouvrier belge? Cette caractéristique souvent soulignée ne s'efface-t-elle pas dans les moments de grandes tensions sociales? La classe ouvrière au fil du temps et de ses luttes apparaît comme dominée par le réformisme mais dans le même temps joue un rôle révolutionnaire.

Lorsque l'on examine l'action du parti, son rôle dans les luttes, il faut mesurer son implantation dans la réalité nationale, son enracinement réussi ou manqué à certains moments de son histoire. Il faudra apprécier le poids de certaines décisions de l'Internationale comme lors de la fusion décidée des JC, JGS et jeunes trotskystes. Incontestablement, le rôle original de J. Jacquemotte, dont la formation de syndicaliste révolutionnaire a été soulignée, a marqué l'histoire des fronts populaires. Certaines de ses propositions, comme l'affiliation du parti au POB, paraissent bien avoir devancé l'élaboration et les décisions de la 3<sup>e</sup> Internationale.

Le parti se développe divisé dès l'origine entre la tendance dure et pure et l'ambition de ceux qui entendent tenter de former une organisation de masses et jouer un rôle pas seulement aux moments d'exception.

Nous pourrions continuer l'énumération mais c'est au lecteur de réagir, d'entrer dans un débat qui va, nous en sommes persuadés, s'enrichir. Au passage, certains acquis se trouvent solidement confirmés, en dehors de toute hagiographie. Il en est ainsi du rôle moteur et de l'action des communistes dans la lutte antifasciste, pendant la guerre et contre l'occupant, sans attendre le fameux juin 41. On mesure mieux le désarroi des militants en 1939, lié cependant à une volonté de lutte permanente, on suit l'action d'un parti qui ne s'est pas trouvé stérilisé,

on mesure mieux l'hécatombe de la guerre, ses conséquences à la libération, on s'interroge sur l'absence d'une réflexion novatrice à la libération, au moment où un afflux de membres fait du PCB pour un temps, un grand parti de masses.

Une journée d'études n'est pas un tribunal ni une distribution des prix. Nos amis de CHEMA l'ont fort bien montré. Il convient maintenant de rechercher davantage nos spécificités au travers de l'étude qui va se poursuivre, de mesurer la prise du PCB sur les luttes concrètes, en liaison avec l'action syndicale. On ne peut faire l'histoire d'un parti en vase clos, sans étudier la classe ouvrière et son évolution, apprécier le poids des classes moyennes dans la société, suivre son développement économique, mesurer l'influence de la société belge sur le parti. Tout cela se bouscule fort heureusement pour entamer l'analyse et la réflexion.

**Jacques MOINS.**

## REFORMISME ET PRESSE OUVRIERE

L'ouvrage se situe à la croisée de deux chemins déjà largement balisés des sciences humaines : ceux de l'analyse structurale de l'Histoire et du Discours. Au point problématique de leur intersection théorique. Une brillante synthèse des théories exprimées dans la dernière décennie permet à l'auteur de cerner deux méthodes adéquates à la construction de leur objet. L'approche des structures sociales est menée en des termes que ne renierait pas le marxisme althussérien mais en mettant surtout l'accent sur le concept d'*acteurs sociaux* comme lieu de médiation entre les instances structurelles et une situation historique concrète.

Pour l'analyse du discours, P.D. utilise la démarche *à* présent bien connue de Greimas et de ses disciples (sémanti-

que structurale) dont elle propose un résumé exemplaire pour quiconque connaît, fût-ce superficiellement, la question. Le non-initié regrettera sans doute l'absence d'outils bibliographiques commentés.

Mais, méthodologiquement, l'intérêt de ce petit livre est la confrontation de ces deux axes de recherche à un secteur précis de l'histoire où leurs résultats seront comparés à d'autres et leur pertinence inscrite en regard du « concret à penser ».

Dans le cadre d'une recherche en cours sur le réformisme du POB, P.D. étudie les éditoriaux du *Peuple* de 1885 à 1905. Ou, plus précisément, pour des raisons qui tiennent au caractère binaire du système de Greimas, les articles traitant de la législation sur les accidents du travail, considérée comme un récit sémiotique continu. En d'autres termes, l'histoire de l'acquisition d'un objet-valeur (une loi) sur les accidents du travail. Trois étapes (T1, T2, T3) seront distinguées : avant 1898 où le POB insiste sur la nécessité de la loi ; vers 1901, où il tente de réfuter les aspects négatifs d'un projet de loi ; après 1905 enfin où se pose le problème d'une application correcte de la protection légale. Après analyse, P.D. propose alors un modèle général du discours du POB en T1, T2, T3.

Deux questions surgissent alors qui ont trait à la valeur même de ce modèle et à l'apport de la conjonction des méthodes à notre connaissance du réformisme en général, du réformisme belge en particulier.

La difficulté d'un modèle général consiste, à mon sens, à distinguer l'intervention conjoncturelle d'un éditorial et les constantes discursives. Ainsi, par exemple, ranger E. Picard sous la rubrique « mystification » se justifie dans le contexte de 1903, mais non dans les années antérieures. D'autre part, le contenu de certains termes mérite réflexion : *syndicat* recouvre-t-il la même réalité dans la

pratique du POB de 1886 que dans celle de 1905 ?

La deuxième question est plus ardue et, à l'évidence, les hasards de l'édition ont mal fait les choses qui rapprochent l'ouvrage de P.D. des *Socialistes belges* de M. Liebman (cf. *C.M.* d'avril 1980).

Pour P.D., l'apparition et le maintien du réformisme tiennent essentiellement dans *la structuration du mouvement coopératif* (qui) suscite la constitution d'une petite bourgeoisie d'appareil d'Etat (p. 100) et qui étend ainsi à de nouveaux secteurs du monde du travail la logique des quasi-appareils d'Etat gérés antérieurement par le seul pouvoir catholique (p. 158).

Il semble que l'explication soit un peu courte, mais plutôt que de jeter la pierre à P.D., il faudrait s'interroger sur l'incomplétude obligée de travaux qui ne brassent guère de matière historique nouvelle. C'est la critique majeure que j'adresserai à P.D. : vouloir que ses conclusions générales recouvrent à toute force les découvertes de la partie sémiotique (le modèle). Si les résultats montrent sans doute mieux la valeur d'une approche, son efficacité aussi, que la massivité d'un apport, il reste qu'à mon sens, l'intérêt méthodologique et prospectif satisfait amplement au projet d'un livre aussi utile qu'original.

**Paul ARON.**

Pascale Delfosse, *Réformisme et presse ouvrière*, Paris-Bruxelles, Nathan-Labor, 1979.



## EN REVUES

BULLETIN DE LA F.A.R.

NUMERO 106/107

Le numéro 106/107 (mars-avril 1980) du Bulletin de la Fondation André Renard (1) nous offre un article très intéressant de Jean Auger et d'Anne Delvaux sur les luttes ouvrières en Italie. Le voyage à travers le mouvement ouvrier italien auquel ils nous invitent s'ouvre sur un rappel de l'histoire de l'Italie de l'Unité (1970) à la proclamation de la République en 1946 (« Une histoire pour comprendre »). Ils insistent sur l'apport idéologique original d'Antonio Gramsci qui a su réaffirmer les lois de l'histoire et l'importance des données tant subjectives qu'objectives qui caractérisent une réalité nationale contre les tenants des

(1) 80 F le numéro simple et 150 F le numéro double. Fondation André Renard, 9, place Saint-Paul, 4000 Liège.

interprétations mécanistes du marxisme.

Ils retracent la création des syndicats et les premières luttes ouvrières du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'aux luttes de 1919-1920. Puis la difficile recherche de l'unité entre les trois grandes tendances (2) du mouvement syndical italien (après l'éclatement du « front commun » né de la Résistance) dont la division freina l'action du mouvement ouvrier jusqu'en 1960. C'est alors l'ère du « miracle économique italien », avec toutes ses contradictions, mais aussi celle du pontificat de Jean XXIII, qui levant l'anathème sur le socialisme et le communisme, facilita l'évolution du syndicalisme chrétien vers l'unité syndicale. Unité qui se concrétise dans les luttes face à la récession de 1965 et jusqu'à « l'automne chaud » de 1969 qui voit la rencontre du mouvement ouvrier et étudiant et amène de nouvelles formes de luttes et la prise en compte de revendications qualitatives.

A travers cette vaste synthèse de l'histoire du mouvement ouvrier italien, qui n'est jamais description événementielle schématique, on voit se dessiner un syndicalisme italien, qui, s'il n'est pas exempt de problèmes, se montre capable d'appliquer une tactique unitaire et de prendre réellement en charge les nouvelles revendications et les nouvelles méthodes adoptées par les travailleurs.

C'est l'enjeu et les méthodes de lutte qui font l'objet de la suite de l'article de Jean-Luc Degée sur l'évolution des luttes ouvrières en Belgique (3). Les luttes sont ici passées au crible de la conjoncture économique, des différents types de revendication, de leur durée et des différentes formes qu'elles peuvent prendre. Il apparaît que, con-

trairement à l'idée reçue qu'une basse conjoncture économique s'accompagne d'une faible combativité ouvrière, il y a eu maintien d'un nombre élevé de conflits depuis 1974, mais modification de leurs caractéristiques : c'est alors au patronat que revient l'initiative du conflit; la question de l'emploi prend le pas sur la question salariale; les grèves ont tendance à s'allonger. Si depuis l'affaire Lip de nouvelles formes de luttes — l'auteur en recense 36, exemples à l'appui — sont apparues, traduisant « les espoirs nouveaux de ceux qui se battent pour une société socialiste » (Lip, affaire classée), on constate que le « gros du paquet » demeure la question salariale. Ces revendications légitimes contre la vie chère sont pourtant le fait des catégories les plus favorisées. Faut-il en conclure qu'elles cachent « bien des causes latentes » : révolte contre l'oppression, contre la mutilation systématique de la personnalité, que les travailleurs espèrent « compenser » par de l'argent ? Dans cette hypothèse, on regrettera que ces « causes latentes » soient insuffisamment prises en charge par toutes les organisations qui se réclament des travailleurs. Il faut imaginer et revendiquer cet « autre chose » qu'occulte le motif salarial.

C'est précisément ce type d'approche qu'a tenté l'Interrégionale FGTB Bruxelles-Halle-Vilvorde en organisant la réinsertion des travailleurs exclus pour cause de santé mentale dans le circuit du travail. Anne-Marie Appelmans et Jacques Ternest font une analyse des deux années que dure cette expérience. La démarche syndicale est indispensable pour négocier les réinsertions avec le patronat, mais aussi avec les camarades de travail qui sont souvent à la base de l'exclusion. Elle apparaît comme un relais entre le milieu thérapeutique et le milieu du travail, chacun de ces milieux étant nécessaire mais insuffisant en lui-même.

Loin d'être limitée au travail sur les

(2) La C.G.I.L. progressiste et largement majoritaire au sein du mouvement syndical italien; la C.I.S.L. chrétienne; l'U.I.L. des sociaux-démocrates.

(3) *L'évolution des luttes ouvrières en Belgique* de Jean-Luc Degée, a paru en tiré à part aux Editions de la F.A.R. au prix de 100 F.B.

cas particuliers, cette initiative se veut porteuse d'un projet de société où serait reconnu le droit de chacun de nous à la différence : c'est notre qualité de vie à tous qui est visée.

Dans la rubrique « Syndicalisme au féminin », on parle bien peu de syndicalisme proprement dit. On y résume les résultats d'une étude par sondage réalisée par les Communautés européennes sur les attitudes socio-politiques dans les Etats membres.

Notons encore dans ce numéro un article d'Anne Delvaux sur la formation des adultes aux Pays-Bas. La description qui en est faite est fort schématique et il est dommage qu'on ne puisse se faire une idée de l'importance tant qualitative que quantitative que cette formation revêt dans ce pays.

## NUMERO 108

Ce numéro 108 (mai-juin 1980) est principalement consacré à « La femme et la crise ». Il s'agit en fait des rapports proposés lors de la journée-débat du 26 janvier 1980 organisée par la Régionale FGTB de Liège-Huy-Waremme.

Jeannette Laot, membre de la commission exécutive de la CFDT, auteur de « Stratégie pour les femmes » (1), retrace les aléas du travail féminin depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle : les résistances rencontrées; la remise en cause des acquis de la lutte des femmes; les tentatives de repousser une partie de la main-d'œuvre féminine « aux fourneaux » à grand coups de discours sur « la nature féminine », « le rôle de la mère », etc... tout cela au plus grand profit du patronat et de la stabilité de l'organisation actuelle de la société. Pour elle, aucune femme ne devrait être exemptée du droit au travail. Non pas pour une valorisation du travail en soi, qui dans l'organisation actuelle hiérarchique de la société est pesant et

dégradant pour tous, mais pour la conquête d'une autonomie réelle.

Elle montre que l'exercice du pouvoir hiérarchique sur les femmes — qui sont le plus souvent encadrées dans des emplois subalternes (parfois aussi à emploi égal elles ont plus de diplômes que les hommes) — se complique de l'oppression hommes/femmes, sans négliger le problème de la répression sexuelle, des comportements sexuels quotidiens généralisés « même si souvent une certaine pudeur en rend l'expression difficile ». Y compris dans l'organisation syndicale, alors qu'« il faut le dire hautement si on veut que de telles pratiques disparaissent ». La démarche syndicale est cependant perçue par Jeannette Laot comme indispensable : « Ce n'est pas en dehors de la lutte des classes que l'on pourra faire avancer la lutte des femmes, la libération des femmes passe nécessairement par leur autonomie économique, par leur droit au travail ».

Hélène Van De Schoor, journaliste à « La Wallonie » et à « Combat », quant à elle, refuse d'aborder les problèmes culturels « qui sont évidemment sous-jacents à tous les autres ». Elle analyse les discriminations dont les femmes sont victimes aux niveaux macro(socio)-économiques : enseignement, vie professionnelle, chômage, et plus particulièrement en ce qui concerne la sécurité sociale, « dernier bastion de l'inégalité formelle ».

C'est l'homme qui par son travail apporte aux siens ses droits à la sécurité sociale, alors que la travailleuse mariée cotise sans contrepartie. L'homme procure aussi une pension-ménage (de 15 % supérieure à la pension calculée sur les salaires gagnés) à sa veuve si celle-ci est restée inactive et en conséquence n'a pas cotisé.

Hélène Van De Schoor s'attache à montrer ce que les travailleuses apportent à la collectivité alors qu'on les accuse toujours d'être un gouffre à deniers sociaux : cent milliards en 1979

(1) Jeannette LAOT, *Stratégie pour les femmes*, Ed. Stock, Paris, 1977.

alors qu'on en a dépensé deux pour les crèches et pré-gardiennats et un pour les allocations des chômeuses... Sans compter le supplément d'impôt dû au cumul des revenus des époux (entre trente et quarante milliards).

Enfin, elle souligne que les rapports de forces numériques, dans les hauts lieux de la politique mais aussi du syndicalisme, jouent en défaveur des femmes. « Mais il ne faut pas oublier que les rapports de forces idéologiques sont tout aussi importants ». Aussi pense-t-elle que si le mouvement syndical est seul capable de supporter les revendications matérielles, les mouvements féministes ont un grand rôle à jouer dans les changements de mentalité.

Dans la rubrique « Faits et documents », on nous présente « La Wallonie, économie signifiante dans le contexte européen ». Il s'agit d'une récolte de données statistiques de base qui ont pour but de montrer que la Wallonie recèle des ressources non négligeables à utiliser pour une reconversion économique. La Wallonie est comparée d'une part aux cinquante-deux régions définies par la C.E.E., de l'autre à treize pays européens de petite ou moyenne dimension.

Le fait que la Wallonie se classe « dans une position médiane » du point de vue de la démographie sur 52 régions, ou en assez bonne position du point de vue du volume de l'emploi dans le tertiaire, par exemple, ne nous semble pas significatif de son poids dans l'économie européenne. Dans certains cas, il serait — peut-être — bon d'inverser le schéma d'interprétation des indices statistiques que nous fournit la société capitaliste.

Il est vrai qu'il ne s'agit ici que d'une « approche sommaire », le premier pas d'une analyse « qui sera affinée dans le prochain article ». A suivre.

**C. R.**

## SOCIALISME

La livraison de juin (n° 159) de la revue Socialisme est centrée sur la politique de santé. Dans la série d'articles consacrés à ce gros dossier, on trouve d'excellentes choses. C'est par exemple la volonté, exprimée par J.-C. Van Cauwenberghe d'organiser « une prévention primaire, efficace, progressive, multiforme, contre toutes les nuisances » afin de « protéger l'individu contre les agressions dont il est l'objet dans notre société et non seulement d'en réparer les conséquences ». C'est aussi l'analyse critique de la grève médicale des Chambres syndicales et du corporatisme conservateur de ces chambres. Ce sont encore les propositions, soutenues par Margherite Remy et Valmy Féaux, de transformer l'Ordre des médecins.

Mais suffit-il de développer ces analyses, d'affirmer intentions et principes ? J.C. Van Cauwenberghe qui se réfère explicitement à la déclaration du gouvernement Martens III, reconnaît que les bonnes intentions sanitaires y sont un peu floues. Ne voit-il pas qu'à ras du sol, elles sont bousculées, voire bafouées, par la pratique politique de l'« austérité » ? Comment peut-on parler de protection contre les agressions sociales — véritable fondement d'une politique de santé — et « rationaliser » des secteurs industriels en sacrifiant des dizaines de milliers d'emplois ? Le chômage, les attaques contre la sécurité sociale et le niveau de vie ne sont-ils pas des agressions pathogènes ?

Quand Thierry Poucet, dans cette même livraison, montre que la force des Chambres syndicales procède surtout du manque d'imagination et de cohésion des forces de gauche, il met le doigt sur un problème-clé. Qu'il s'agisse de la politique de santé, du sort de la recherche scientifique, de l'avenir de l'enseignement ou de la culture, la clé

est dans la cohésion des forces ouvrières et démocratiques autour d'une alternative de gauche à la politique de crise.

A propos de cette alternative, Jean-Louis Lhoest polémique vigoureusement avec des porte-parole de l'Interrégionale wallonne de la FGTB, lesquels seraient insultants pour les ministres socialistes. Ceux-ci sont au gouvernement, rappelle J.-L. L., « pour défendre et protéger les droits sociaux »; leur volonté est « d'œuvrer en sorte que la crise ne soit pas payée par les travailleurs ». Et de plaider le moindre mal, au nom d'un choix qui serait : ou bien les socialistes sont au gouvernement pour « contrôler la manœuvre de la croissance zéro », ou bien les intérêts des travailleurs ignorés. La question est de savoir ce que les ministres socialistes contrôlent — en matière de politique fiscale, industrielle ou militaire. Le dilemme n'est pas : rester au gouvernement pour faire n'importe quoi — ou sortir du gouvernement. Pourquoi ne peut-on concevoir que les ministres socialistes s'appuyent fermement sur les luttes et les exigences des forces ouvrières, afin de faire contrepoids aux pressions de la droite ?

A noter encore dans ce numéro des réflexions de Roland Wuillaume sur l'eurocommunisme, qui ne représente certes pas un courant homogène, mais bien plutôt montre l'auteur, un processus aux aspects contradictoires. Un processus qui mérite d'être suivi, dit R.W.

On lira aussi avec intérêt un essai de Christian Denys sur la et les liberté(s). Il y aborde des aspects théoriques du problème — et à cet égard, il ne nous semble pas juste d'écrire que « l'œuvre de Marx a fait l'impasse sur la question de la liberté ». L'impasse est venue de ceux qui se sont servis de Marx comme d'un évangile, au lieu de féconder une méthode et des principes. Par ailleurs, nous sommes beaucoup moins fascinés que l'auteur par la pensée d'Attali. Il

n'en reste pas moins que cet essai est original, par le souci qu'y témoigne l'auteur de situer le problème à la fois sur le plan idéologique et sur le plan politique.

Comme à l'accoutumée, les rubriques « Livres » et « Revues » complètent le sommaire.

## R. L.

Socialisme n° 159, juin 1980, 120 F. 13, boulevard de l'Empereur, 1000 Bruxelles.

## LA REVUE NOUVELLE

Les Namurois feront leurs choux gras du n° de juillet-août de la R.N. (\*), dont leur ville et ses problèmes forment le plat de résistance : pas moins de 65 pages. L'économie, la gestion et le politique, l'urbanisme et les écologistes, l'enseignement et la culture.

De J. Nizet et J.P. Hiernaux, une analyse comparative de trois modèles structurels d'enseignement : l'école-pyramide, l'école-tronc commun et l'école-filières séparées. Une pièce à verser utilement au dossier scolaire, même et surtout si elle peut alimenter la controverse. Quelques remarques pour l'instant, sous forme interrogative. Il me paraît ambigu, à propos du tronc commun, de parler d'« uniformisation » là où il y avait le souci d'une formation de base commune, mais avec des modalités d'accueil souples et un contenu diversifié. Quant aux filières séparées — les auteurs se réfèrent au projet du MOC relatif à l'enseignement professionnel —, quelle(s) signification(s) faut-il donner à la « remise en question des exigences identiques, valables pour tous », qui sont, disent-ils, celles du tronc commun ? Certes, il est question de « discriminations positives », de normes préférentielles de dédoublement, d'équivalence de diplômes.

(\*) Rue des Mouchérons, 3-5, 1000 Bruxelles (tél. 02/511.98.62). 165 F le numéro.

mes; du souci louable que nourrit le MOC pour l'ambiance affective de l'école, pour la valorisation de la personnalité de l'élève, pour celle du contenu pratique, mais pas moins noble, de l'enseignement professionnel. Mais le capitalisme, lui : dans quel sens ses plus chers soucis vont-ils, et est-ce que les « filières séparées » ne sont pas pour lui, en gros, une voie plus royale que le tronc commun pour atteindre ses fins, à grand renfort de démagogie? Un tronc commun du reste bien rabougri et vidé de sa sève rénovatrice : ce n'est pas par hasard.

On méditera sur la portée de cette phrase, attribuée à des inspecteurs et enseignants du professionnel : « Il est plus important pour un élève de professionnel d'apprendre à rédiger une lettre de demande d'emploi, que d'apprendre le théâtre de Molière. » Suffit-il au fait de rédiger une demande d'emploi pour l'obtenir, cet emploi? Je me souviens, en parlant de théâtre, d'une pièce plus récente intitulée justement « La demande d'emploi... Si l'on me répond que Molière c'est un peu loin, disons : d'accord pour doser les contenus des programmes — sans rétrécir les branches culturelles. Mais au pays de l'Utile-Roi, où donc est la limite à ce qui est « important »?

Les auteurs insistent, au demeurant, sur les limites analytiques de leur propos et évoquent d'autre part la tendance actuelle à « naturaliser » — en appelant l'hérédité à la rescousse — les inégalités socio-culturelles.

Mentionnons encore H. Wesoly qui brocarde avec joie et non sans raison la publicité, ce mensonge tous azimuts, omniprésent et même pas gratuit. C'est bien tapé, et les centrales nucléaires en prennent un coup au passage (celle de Chooz est d'ailleurs la cible de L. de Busquey dans la rubrique « Politique du mois »). Gare aux radiations de l'humour, MM. les empoisonneurs!

P. E.

## « CHRONIQUES TRIMESTRIELLES »

un outil pour l'étude,  
la recherche et l'action

C'est un outil bien utile que la Faculté ouverte de politique économique et sociale (FOPES) de l'Université Catholique de Louvain vient de mettre à la disposition du public avec le numéro 10 de sa « Chronique trimestrielle », jusqu'alors destinée à son propre usage et qui avait suscité l'intérêt de plus larges milieux.

Il s'agit d'un bulletin bibliographique où sont répertoriés, par trimestre et par thèmes, les écrits, reçus par la FOPES, parus soit en ouvrages, soit dans des revues dont un éventail assez large est représenté. Les C.M. n'y manquent pas.

Les thèmes des publications citées (dont le contenu est souvent précisé) s'énumèrent comme suit : histoire; sociologie; politique; économie; politique économique; politique sociale; pédagogie, éducation, psychologie; information; généralités; mémoires FOPES. Ces différents chapitres se subdivisent en sous-thèmes. Quelques notes de lecture étoffent les livraisons.

Nul doute que cette initiative aidera à répondre aux nombreux — et si souvent mal satisfaits — besoins de documentation des chercheurs et étudiants, mais aussi des militants du mouvement ouvrier.

Pour s'abonner (à partir du numéro 10 et pour quatre numéros), on vire la somme de 240 F au compte n° 068-0668420-20 de la FOPES, rue de la Neuville 22, 1348 Louvain-la-Neuve, avec la mention : « Chronique ».

P. E.

## UNE AUTRE DÉFENSE

Saviez-vous que le Comité Ministériel de Défense a été créé, en 1950, par un Arrêté royal *non publié au Moniteur*, et a depuis trente ans échappé au contrôle parlementaire? A une question posée le 12 février 80 sur le nombre de réunions dudit Comité, notamment durant les événements du Shaba, le Premier ministre a répondu par une fin de non-recevoir, retranchée derrière le caractère « confidentiel » de ces délibérations. Confidentiel au nom de quoi? Pas de la démocratie, en tout cas.

Ce n'est là qu'un exemple des inquiétudes qui naissent à la lecture du dossier (1) que les « Fiches documentaires pour une autre défense » — documents d'information et de recherche rassemblés par le MIR-IRG — consacrent à la « mobilisation de la nation », c'est-à-dire aux dispositifs institutionnels et économiques mis en place pour parer à une menace d'agression extérieure. C'est ainsi que des contrats secrets sont passés entre la Défense nationale et de nombreuses entreprises. En d'autres termes, il s'agit de la réalisation du plan de « Défense globale du territoire » (incluant la défense contre « l'ennemi intérieur ») auquel s'est fort attaché notre dévoué M. VdB.

Sans répondre à toutes les questions qu'il soulève, ce dossier où sont pour la première fois rassemblées les informations qu'il fournit, constitue un document de travail indispensable pour ceux — trop peu nombreux — des progressistes qui se préoccupent de ce secteur important de l'appareil d'Etat qu'est l'armée (2).

Les documents sont tous puisés à des sources officielles, parfois difficiles d'accès. Outre le Comité ministériel déjà cité, ils concernent la Commission pour les Problèmes Nationaux de Défense, les Comités mixtes (COMIX), le Bureau des Transports Routiers, les Bureaux des Plans Civils de Défense qui flanquent chaque département ministériel sous la direction d'un militaire détaché. Mais encore, l'enquête nous reporte à la période d'avant-guerre, à la recherche des sources juridiques de la « mobilisation de la nation », par des références et des extraits commentés portant sur 200 pages du *Moniteur*. Et des documents inédits.

Rappelons qu'un des soucis essentiels du MIR-IRG est de promouvoir — en revendiquant le pluralisme des modes de défense — le principe de « défense civile et populaire non-violente ». La publication de ce dossier s'inscrit d'autre part dans le cadre de la Campagne d'action pour les libertés démocratiques organisée par le CNAPD. Elle est assortie d'un appel à toutes les forces démocratiques, tant politiques que syndicales, à ne pas négliger ces questions quel que soit le poids de la crise économique et sociale, et en raison même de celle-ci. Un appel, aussi, à l'aide documentaire.

### P.E.

(1) Juin 1980 (n° double). 150 F. MIR-IRG, rue Haute-Marcelle, 11, 5000 Namur (tél. 081/22.46.16).

(2) Voir dans les C.M.: « Civiliser l'armée », janvier 1976.

---

Les pages de couverture et les pages 5, 11, 19, et 51 de ce numéro sont illustrées par Marcelle Lavachery.

On connaît de Marcelle les dessins qu'elle fait dans la presse, liés aux circonstances, mais il y a aussi tous ceux qu'elle fait pour son plaisir, plus vécus, et qu'on ne publie pas, parce que dans ce pays on ne publie pas grand'chose, au fond. Sous ses dehors gentils et décontractés, le dessin de Marcelle dérange : il ne correspond pas aux canons habituels du dessin de presse et de la BD, et surtout, il dit les choses sans avoir l'air d'y toucher, avec une ironie suprême.

*Les C.M. ne passent pas encore sur microprocesseur*



## EN ATTENDANT, ABONNEZ-VOUS

L'abonnement annuel (10 livraisons) : 500F (\*)

L'abonnement « jeunes » (moins de 25 ans) : 250 F (\*)

Etranger : 600F

Soutien : ..... F

(\*) A partir de janvier 1981 : 600 F et 300 F.

ADRESSE : 20, avenue de Stalingrad — 1000 Bruxelles

Téléphone : (02)512.90.15

CCP 000-0188745-80 de la Fondation J. Jacquemotte.

Auteur-éditeur responsable et correspondance :

Rosine Lewin / rédacteur en chef  
Avenue de Stalingrad, 18-20, 1000 Bruxelles

60 F